



Conseil de sécurité

Soixante-cinquième année

6255^e séance

Mercredi 6 janvier 2010, à 10 heures

New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M. Zhang Yesui	(Chine)
<i>Membres :</i>	Autriche	M. Ebner
	Bosnie-Herzégovine	M. Barbalić
	Brésil	M ^{me} Viotti
	États-Unis d'Amérique	M ^{me} DiCarlo
	Fédération de Russie	M. Churkin
	France	M. Araud
	Gabon	M. MOUNGARA-MOUSSOTSI
	Japon	M. Takasu
	Liban	M. Salam
	Mexique	M. Puente
	Nigéria	M ^{me} OGWU
	Ouganda	M. Rugunda
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . .	Sir Mark Lyall Grant
	Turquie	M. ÇORMAN

Ordre du jour

La situation en Afghanistan

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2009/674)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506.



La séance est ouverte à 10 h 20.

Souhaits de bienvenue aux nouveaux membres du Conseil de sécurité et remerciements aux membres sortants

Le Président (*parle en chinois*) : Étant donné que le Conseil de sécurité tient sa première séance de l'année, je voudrais chaleureusement présenter à tous les membres du Conseil de sécurité, de l'Organisation des Nations Unies et du Secrétariat mes meilleurs vœux de réussite pour la nouvelle année.

Au nom du Conseil, je souhaite la bienvenue aux nouveaux membres : la Bosnie-Herzégovine, le Brésil, le Gabon, le Liban et le Nigéria. Nous nous réjouissons tous d'avance de leur participation aux travaux du Conseil. Nous sommes convaincus que leur expérience et leur sagesse seront d'une contribution précieuse au Conseil dans l'exercice de ses immenses responsabilités.

Je saisis cette occasion pour exprimer la profonde gratitude du Conseil aux membres sortants – le Burkina Faso, le Costa Rica, la Croatie, la Jamahiriya arabe libyenne et le Viet Nam –, pour leur importante contribution aux travaux du Conseil durant leur mandat en 2008 et 2009.

Remerciements au Président sortant

Le Président (*parle en chinois*) : Je voudrais également saisir cette occasion pour rendre hommage, au nom du Conseil, à S. E. M. Michel Kafando, Représentant permanent du Burkina Faso, pour la manière dont il a présidé le Conseil de sécurité pendant le mois de décembre 2009. En exprimant mes sincères remerciements à l'Ambassadeur Kafando pour le grand talent diplomatique avec lequel il a dirigé les travaux du Conseil le mois dernier, je suis certain de me faire l'interprète de tous les membres du Conseil.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Afghanistan

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2009/674)

Le Président (*parle en chinois*) : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu des représentants de

l'Afghanistan, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan et de la Norvège des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer au débat sur la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Selon la pratique établie, je propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer au débat, sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, M. Tanin (Afghanistan) prend place à la table du Conseil; les représentants des pays susmentionnés occupent les sièges qui leur sont réservés sur le côté de la salle du Conseil.

Le Président (*parle en chinois*) : Conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables, je considérerai que le Conseil de sécurité décide d'inviter, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, M. Kai Eide, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, et M. Peter Schwaiger, Chef par intérim de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

J'invite M. Eide à prendre place à la table du Conseil.

J'invite M. Schwaiger à occuper le siège qui lui est réservé sur le côté de la salle du Conseil.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

Les membres du Conseil sont saisis du document S/2009/674, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales.

Je salue la présence parmi nous du Secrétaire général, S. E. M. Ban Ki-moon, et l'invite à prendre la parole.

Le Secrétaire général (*parle en anglais*) : Qu'il me soit permis, tout d'abord, de présenter mes vœux les plus sincères pour la nouvelle année 2010 qui, je l'espère, apportera une paix et une sérénité accrues

dans le domaine des affaires publiques et privées des peuples et des nations partout dans le monde.

Je souhaite la bienvenue aux nouveaux membres du Conseil : la Bosnie-Herzégovine, le Brésil, le Liban, le Nigéria et le Gabon. Je leur souhaite un mandat fructueux et bien rempli au Conseil. Je tiens également à saluer la contribution aux travaux du Conseil, ces deux dernières années, du Burkina Faso, du Costa Rica, de la Croatie, de la Jamahiriya arabe libyenne et du Viet Nam en leur qualité de membres non permanents. Bien entendu, je félicite le Représentant permanent de la Chine de son accession à la présidence du Conseil ce mois-ci.

Je me félicite de l'occasion qui m'est donnée d'informer le Conseil sur la situation en Afghanistan. À la suite de mes observations, le Représentant spécial, M. Kai Eide, fera le point sur la question.

L'année dernière a été, une fois de plus, extrêmement difficile pour l'Afghanistan, comme pour les efforts déployés par la communauté internationale pour aider son gouvernement et sa population. Tous les éléments suivants – des élections difficiles, la dégradation des conditions de sécurité, les doutes quant aux stratégies actuelles du Gouvernement et de la communauté internationale – ont conspiré pour provoquer de nouvelles violences et faire régner un climat d'incertitude dans un pays confronté à d'énormes défis.

Il ne fait aucun doute que l'Afghanistan restera l'une de nos grandes priorités en 2010. Je voudrais en particulier souligner deux aspects à cet égard : premièrement, le renforcement du rôle du Gouvernement afghan et, deuxièmement, la coordination des efforts civils internationaux sous l'égide de l'ONU.

La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et le Programme des Nations Unies pour le développement, de concert avec d'autres organisations internationales et des représentants bilatéraux, ont joué un rôle déterminant pour aider les autorités afghanes à organiser l'année dernière les élections présidentielles et l'élection des conseils de province. Le processus électoral s'est avéré délicat, c'est le moins qu'on puisse dire, ce qui n'aurait dû surprendre personne compte tenu des conditions de sécurité et des carences institutionnelles.

Les élections ont bien, cependant, donné des résultats, lesquels ont fini par être acceptés. Les

préparatifs des élections législatives prévues cette année devraient commencer sous peu. Si le Gouvernement sollicite l'aide de l'ONU et si le Conseil de sécurité donne son accord, l'Organisation est prête à appuyer le processus par le biais de l'assistance technique et du renforcement des institutions. D'une manière générale, nous espérons que l'immense énergie politique libérée pendant les élections de l'année dernière sera dorénavant mise au service de l'instauration d'un pacte véritable, réaliste, renouvelé, entre le Gouvernement afghan et la population.

Le discours d'investiture du Président Karzaï était encourageant. Les priorités qu'il y a énoncées reflètent véritablement les problèmes auxquels la société afghane est confrontée : la sécurité, la bonne gouvernance, la corruption, l'unité nationale et la nécessité d'élargir la coopération avec les pays voisins afin de contrer le trafic de stupéfiants et les autres menaces transfrontalières qui pèsent sur la stabilité. Le Président Karzaï s'est aussi expressément engagé à obtenir des résultats tangibles, prévoyant à cet effet de procéder à un transfert graduel des responsabilités des acteurs internationaux aux institutions afghanes, notamment dans le domaine de la sécurité, ce qui est particulièrement important au vu de la nouvelle dégradation de la situation dans l'ensemble du pays.

Si la violence a été provoquée par une insurrection motivée par des considérations politiques, elle a également été exploitée par des organisations criminelles, des trafiquants de stupéfiants et autres. Le nombre de victimes civiles a augmenté et la MANUA et les autres partenaires afghans sont exposés à de plus grands risques. Les efforts déployés par les Taliban et les insurgés pour empêcher la population de participer au processus électoral ont également détruit les structures sociales et les mécanismes de sécurité traditionnels.

Cette insécurité reste le principal obstacle au progrès. Le nombre de civils tués par des éléments antigouvernementaux l'année passée serait environ trois fois supérieur à celui du nombre de civils tués par les forces progouvernementales. La plupart de ces civils sont morts suite à des attentats-suicide et des engins explosifs improvisés utilisés par des éléments antigouvernementaux, ou suite à des frappes aériennes des forces progouvernementales. La vulnérabilité des civils est une question grave, qui a des incidences importantes sur la capacité du Gouvernement et de ses partenaires de conduire le pays vers la stabilité et la

paix. J'exhorte toutes les parties à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour respecter le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire.

L'Afghanistan se trouve à un tournant décisif. Tous les acteurs clefs, aussi bien afghans qu'internationaux, ont tiré des enseignements importants des expériences qui ont suscité des controverses et des occasions manquées. J'appelle le Gouvernement afghan et la communauté internationale à tirer le meilleur profit des quelques mois à venir.

La communauté internationale a réaffirmé sa volonté d'achever la tâche d'éradiquer la menace terroriste. Les stratégies révisées montrent qu'on a bien compris qu'on ne réussira pas si on continue d'appliquer les mêmes politiques. Cependant, pour que ces stratégies puissent être mises en œuvre de façon efficiente et au moment opportun, le nouveau Gouvernement afghan doit honorer les engagements ambitieux qu'il a pris. En même temps, il faut réévaluer la relation entre l'Afghanistan et ses partenaires internationaux. Des conférences internationales bien préparées, qui se tiendraient en Afghanistan ou ailleurs, peuvent contribuer à garantir la durabilité des efforts consentis par la communauté internationale.

La prochaine conférence internationale, qui doit se tenir à Londres le 28 janvier, sera une excellente occasion de donner un nouvel élan aux efforts de la communauté internationale et du nouveau Gouvernement de Kaboul en faveur d'une plus grande stabilité et d'un appui renforcé aux besoins de l'Afghanistan en matière de sécurité et de développement. S'il est vrai que l'assistance extérieure peut être utile, il appartient néanmoins aux Afghans de prendre en charge ces efforts grâce à une forte détermination et à une bonne gouvernance.

Je me félicite de l'initiative prise par les dirigeants du Royaume-Uni, de la France et de l'Allemagne en convoquant cette réunion. Je me félicite également de l'importante contribution faite par le Groupe des amis de l'Afghanistan. À cet égard, je me réjouis de la nouvelle approche adoptée par Obama, le Président des États-Unis, visant à instaurer un équilibre optimal entre les activités militaires et civiles, et à renforcer la coopération avec l'Organisation des Nations Unies. Il est évident que des activités civiles plus importantes et plus efficaces sont nécessaires, ce qui exigera une bien meilleure coordination internationale.

La MANUA est chargée de diriger cette coordination, et le Représentant spécial Kai Eide a proposé d'examiner la viabilité d'une structure civile de coordination, en consultation avec le Gouvernement afghan et les parties prenantes internationales. Cependant, en fin de compte, ce n'est ni l'absence de structures, ni même l'insuffisance de ressources qui constituent le principal obstacle, même si ces deux éléments jouent un rôle. Le principal problème est plutôt une question de volonté politique. Une meilleure coordination reposant sur une forte volonté politique des pays donateurs et des efforts nationaux importants est décisive pour résoudre la situation actuelle. Nous avons besoin de stratégies qui nous permettent de mettre en place des institutions viables afin de fournir les services nécessaires au peuple afghan et de développer l'économie afghane.

Notre tâche est plus compliquée en cette période caractérisée par des conditions de plus en plus difficiles en matière de sécurité et un environnement politique plus délicat. Mais si notre situation est plus difficile, imaginez ce que ressent l'Afghan moyen. Malgré ces incertitudes, l'Organisation des Nations Unies reste fermement engagée à aider les hommes et les femmes d'Afghanistan à trouver la voie de la stabilité et la paix. Nous sommes également déterminés à assurer la sécurité de nos fonctionnaires locaux et internationaux participant à cette Mission de plus en plus dangereuse. Leur courage, leur dévouement et, souvent, leur héroïsme incontesté nous inspirent tous.

Aujourd'hui, je tiens à rendre hommage à tous ceux qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions. Nous pouvons nous attendre à davantage d'attentats terroristes, et une fois de plus, j'appelle le Conseil à veiller à ce que le bien-être des fonctionnaires de la Mission soit garanti.

Je voudrais terminer en disant quelques mots au sujet du Représentant spécial Kai Eide. Son courage intrépide, sa forte détermination et son dévouement altruiste ont soutenu la Mission au cours de ces derniers mois critiques. Cette Organisation et le peuple afghan se souviendront toujours avec reconnaissance de sa contribution.

Le Président (parle en chinois) : Je remercie le Secrétaire général de sa déclaration.

À la présente séance, le Conseil de sécurité entendra un exposé de M. Kai Eide. Au nom du Conseil, je voudrais exprimer notre gratitude à M. Eide, qui prend la parole pour la dernière fois

devant le Conseil en sa qualité de Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan. Nous avons apprécié sa direction compétente de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et ses efforts inlassables pour accomplir ce travail exigeant depuis qu'il a pris ces fonctions en mars 2008. Nous lui souhaitons plein succès dans ses activités futures. Je donne maintenant la parole à M. Eide.

M. Eide (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais remercier le Secrétaire général pour sa présence parmi nous et pour ses fort aimables paroles.

Il y a exactement neuf ans aujourd'hui, l'Organisation des Nations Unies a lancé ses opérations post-Taliban en Afghanistan et je crois qu'ensemble, nous avons accompli beaucoup pendant cette période en matière d'éducation, de santé, de mise en place des institutions étatiques, etc. Cependant, je dois également avouer qu'aujourd'hui, neuf ans plus tard, je suis préoccupé par des tendances négatives. Je suis préoccupé par l'impatience croissante de l'opinion publique dans les pays donateurs et les pays fournisseurs de contingents. Je suis préoccupé par la frustration croissante des Afghans face à ce qu'ils considèrent comme des attentes qui n'ont pas été satisfaites. Je suis également préoccupé par les difficultés auxquelles se heurtent les forces internationales et afghanes dans leurs efforts pour mettre les insurgés sur la défensive. Si ces tendances négatives ne sont pas inversées – et inversées bientôt –, ensemble, elles risquent de devenir incontrôlables.

Comme le Secrétaire général l'a souligné, le calendrier politique a été défini, avec la Conférence de Londres qui doit se tenir dans trois semaines et la Conférence de Kaboul qui se tiendra plus tard dans l'année. Maintenant, nous devons élaborer un programme politique approprié, ou plutôt, plus exactement, revenir aux priorités politiques définies à La Haye et à Paris. Nous avons perdu un temps précieux, surtout ces six derniers mois, lorsque le processus électoral prolongé a détourné nos efforts de la poursuite des priorités que nous avons définies.

La Conférence de Londres portera principalement sur des questions de sécurité. Le 23 janvier, à Kaboul, le Conseil commun de coordination et de suivi prendra des décisions relatives à l'augmentation des effectifs policiers et à un programme de réforme de la police. La Conférence de Londres devrait avaliser ces décisions. Elle devrait aussi marquer l'accélération de la formation et de l'encadrement de l'Armée et le

transfert progressif de l'autorité des forces internationales aux forces de sécurité afghanes. Ceci constituera la première phase d'une nouvelle stratégie de transition qui doit permettre aux Afghans de prendre en charge leur avenir.

Cependant, comme le Secrétaire général l'a signalé, cette stratégie de transition doit inclure des domaines civils essentiels et la mise en place systématique des institutions civiles, afin de permettre au Gouvernement de fournir des services à la population, ainsi que le développement de l'économie afghane, pour permettre au Gouvernement de financer ces services lorsque l'aide internationale sera réduite. Nous échouerons si nous n'accordons pas la même importance à ces aspects civils de la stratégie de transition qu'aux aspects militaires.

Nous avons besoin d'une stratégie guidée par des considérations d'ordre politique plutôt que d'ordre militaire. Il est généralement reconnu depuis plusieurs années, au moins en paroles, que ce conflit ne pourra être réglé par la voie militaire. Cependant, nous tournons la plupart du temps notre attention vers les effectifs et les activités des forces militaires. La stratégie politique est trop souvent élaborée en fonction de la réflexion militaire.

Il est également reconnu depuis plusieurs années, au moins en paroles, que le processus d'« afghanisation » doit s'accélérer. Néanmoins, les structures parallèles au Gouvernement afghan sont toujours aussi nombreuses et, selon le dernier examen du financement des donateurs mené par le Gouvernement afghan, 80 % de l'aide à l'Afghanistan a été fournie par l'intermédiaire de projets bilatéraux, sans passer par le Gouvernement. Moins de 10 % de l'aide totale a été attribué au Gouvernement, mais seulement un quart de cette somme n'a pas été affecté à des postes budgétaires particuliers. La situation s'est légèrement améliorée ces 12 derniers mois, mais seulement légèrement, et elle reste dans l'ensemble telle que je viens de la décrire. Ces chiffres n'illustrent pas un état d'esprit propre à laisser les Afghans jouer un rôle directeur.

Selon moi, les conférences de Kaboul et de Londres sont des occasions uniques de convenir d'une stratégie politiquement motivée dans le cadre de laquelle la prise en main par les Afghans et leurs capacités seront au cœur de toutes nos activités. Le renforcement des effectifs militaires ne doit pas compromettre les objectifs civils, qui sont tout aussi

importants, ni l'élaboration de cette stratégie politiquement motivée. Il ne doit pas faire augmenter la pression visant à obtenir des résultats rapides dans les domaines de la gouvernance et du développement économique, car ceci détournerait des ressources consacrées à l'approche à long terme au profit des activités liées au renforcement des institutions civiles et à la croissance économique. Par ailleurs, le renforcement des effectifs ne doit pas conduire les militaires à élargir leur présence dans des zones civiles clefs telles que celles que j'ai mentionnées. Ceci pourrait en effet déboucher sur une situation où la communauté internationale sera de plus en plus solidement implantée alors que les Afghans ne seront pas plus autonomes.

Je voudrais indiquer à grands traits les éléments qui doivent selon moi composer une stratégie politique, dont certains que j'ai déjà abordés à cette table. Premièrement, il convient d'adopter une approche systématique du renforcement des institutions civiles. Il ne s'agit pas simplement de ne pas nommer des fonctionnaires corrompus, même si la lutte contre la corruption sera un aspect important de cette entreprise. Il s'agit de formation et d'éducation, d'infrastructures et d'incitations. Bientôt, l'Institut de la fonction publique, à Kaboul et dans les 32 provinces, sera à même de former 16 000 personnes à des compétences administratives essentielles. En ce moment, 1 700 jeunes hommes et femmes de toutes les provinces du pays sont formés à des fonctions d'administration par le National Institute for Management and Administration. Les institutions existent donc, mais elles sont fragiles et sous-financées.

En outre, nous avons besoin d'incitations attirantes pour faire en sorte que les jeunes qui sont formés par le Gouvernement travaillent pour le Gouvernement; et que les jeunes retournent dans leurs provinces et leurs districts après leur formation. Aujourd'hui, un gouverneur de district gagne 70 dollars par mois. La moitié d'entre eux n'ont pas de bureau personnel, et ils disposent en général d'un budget opérationnel de 15 dollars par mois. Il faudra dépenser des centaines de millions de dollars pour mettre en œuvre un programme ambitieux de renforcement des institutions, mais c'est le meilleur investissement que nous puissions faire dans l'avenir de l'Afghanistan. Aujourd'hui, le Gouvernement ne dispose pas des mécanismes de prestation nécessaires, en ce sens qu'il ne peut s'appuyer sur des institutions

nationales permanentes capables de fournir des services. Notre objectif principal doit être de mettre au point ces outils et d'étendre le champ d'action du Gouvernement, au lieu de continuer à nous appuyer sur des structures internationales parallèles qui finiront par se retirer.

Deuxièmement, pour ce qui est du développement des ressources humaines, le système d'éducation est gravement déséquilibré, ce que je pense avoir déjà mentionné. Il me semble avoir déjà dit qu'à ce jour, 7 millions de filles et de garçons sont entrés à l'école primaire, mais il n'y a place que pour 60 000 d'entre eux dans les universités, et pour 20 000 dans la formation professionnelle. Ces déséquilibres sont graves, et nous devons tous assumer notre part de responsabilité pour y remédier, car c'est important pour le développement de l'économie afghane.

Troisièmement, le secteur de l'agriculture, qui est essentiel, est encore largement sous-financé, malgré le fait qu'au moins 80 % de la population en dépende, et malgré le fait qu'il ait été qualifié de priorité absolue à La Haye après l'avoir été à la Conférence de Paris. D'aucuns vont même jusqu'à dire que le développement de l'agriculture conduira le pays au succès ou à l'échec, en fonction de son impact sur la réduction de la pauvreté, la création d'emplois et le recouvrement des recettes fiscales.

Quatrièmement, le secteur de l'infrastructure reste négligé, malgré la richesse des ressources minérales qui pourraient être exploitées, générer des revenus considérables et créer des dizaines, voire des centaines de milliers d'emplois. L'Afghanistan est le pays d'Asie qui dispose des plus importants gisements de minerai de fer et d'un certain nombre d'autres minéraux exploitables. L'ONU et le Gouvernement ont fait des réseaux de transport et des sources d'énergie les priorités absolues afin de mettre en route des projets d'exploitation minière qui généreront une véritable croissance économique.

Enfin, il convient de lancer un processus de paix et de réconciliation et de l'intégrer pleinement au programme politique. Il doit se baser sur la Constitution et être pris en main et dirigé par les Afghans; et si les insurgés consentent à s'associer à un processus de paix, le retrait de forces militaires deviendra de plus en plus probable. Cependant, en s'associant à un processus de paix, les insurgés doivent également prendre leurs distances avec le passé et accepter l'avenir, ainsi que les progrès qui ont été

réalisés ces dernières années. J'ai déjà affirmé que j'étais prêt à rencontrer n'importe qui, n'importe où, si cela pouvait servir la cause de la paix. J'estime que l'ONU doit jouer ce rôle à chaque fois que le Gouvernement afghan demande notre appui, dans le cadre de notre mandat.

Ce sont là, selon moi, les composantes essentielles du programme politique. La Conférence de Londres peut entériner un certain nombre de décisions, en particulier dans le secteur de la sécurité. Elle doit dans d'autres domaines établir une feuille de route qui nous permettra de faire la transition entre Londres et Kaboul et d'élaborer, à la Conférence de Kaboul, des projets financiers, afin d'insuffler un certain dynamisme à la stratégie de transition et de contribuer à inverser les tendances négatives qui prévalent en ce moment.

Étant donné les obstacles qui se dressent sur notre route, il importe pour chacun, et notamment pour le peuple afghan, qu'un gouvernement solide et réformiste soit formé sans plus attendre. Le fait que le Parlement ait refusé 17 candidats la semaine dernière constitue un revers, car ce refus prolonge une situation dans laquelle l'Afghanistan n'a pas à sa tête de Gouvernement établi et en ordre de marche. Cette situation est évidemment particulièrement grave dans un pays en proie à un conflit et où tant de problèmes doivent être réglés d'urgence. Dans le même temps, bien sûr, le parlement a montré qu'il était loin d'être un organe à l'autorité purement formelle. Le Président présentera bientôt de nouveaux candidats, et j'espère sincèrement que le parlement sera alors en mesure d'étudier ces candidatures au plus vite.

Le Secrétaire général a fait état de nouvelles améliorations apportées aux mécanismes de coordination, qui sont importantes. Des progrès politiques limités ont été accomplis ces dernières années. Je pense que la communauté internationale s'exprime d'une seule voix sur des questions politiques importantes. Les réformes menées par le Conseil commun de coordination et de suivi et lancées par l'ONU en 2008 ont permis d'élaborer un mécanisme de coordination plus efficace. En collaboration avec le Gouvernement afghan, nous avons également pu établir plus clairement des priorités fondamentales et mettre au point des initiatives essentielles dans des domaines tels que l'agriculture et le renforcement des capacités.

Le prochain défi est de faire en sorte que les ressources fournies par les donateurs arrivent à la

hauteur de ces priorités, et certains signes positifs et prometteurs montrent que c'est ce qui se passe en ce moment. Nous avons cependant besoin d'instruments de coordination plus solides. J'ai par conséquent, en collaboration avec le Ministre des finances, élaboré des propositions dont nous pensons qu'elles représenteront un grand pas en avant.

Ces propositions tablent sur la poursuite de la coordination sous la responsabilité de l'ONU, tous les acteurs travaillant en étroite collaboration sous la direction de l'Afghanistan. Ce plan intégrera des fonctionnaires des principaux donateurs dans la structure de coordination de la MANUA, ce qui permettra de veiller à ce que le travail de la MANUA soit toujours pris en compte dans les processus de planification des donateurs et à ce que la MANUA puisse les influencer en amont. Toutefois, ces efforts doivent être complétés par des efforts plus amples déployés par la Force internationale d'assistance à la sécurité afin que les activités des équipes de reconstruction de province soient conformes aux plans du Gouvernement et afin de transférer progressivement les projets civils exécutés dans le cadre d'institutions militaires à des structures civiles.

Cette coordination doit maintenant adopter une approche nationale. J'ai bien souvent – au risque de laisser certains, dans cette salle mais aussi dans les capitales – souligné combien il importait de ne pas seulement concentrer nos ressources dans le sud et l'est, mais également dans le centre et le nord du pays. Ceci n'est toutefois toujours pas le cas. Avant de venir à New York, j'ai demandé à de nombreuses personnalités politiques afghanes pourquoi l'influence des insurgés s'est étendue au cours des dernières années. Il n'existe pas de réponse simple, mais un élément a été mentionné par tous mes interlocuteurs : le fait que les provinces stables reçoivent très peu de ressources pour leur développement. Nous payons maintenant cet abandon au prix fort.

Toutefois, pour ce qui est de la coordination, je dois dire que nous devons faire face à des difficultés importantes. L'existence de centaines d'organismes donateurs et d'organisations non gouvernementales présente des inconvénients pour l'Afghanistan, tout comme pour n'importe quel autre pays. Toute institution, y compris l'ONU, est limitée lorsqu'il s'agit de réussir à coordonner tous les acteurs.

La Commission électorale indépendante a annoncé que les prochaines élections parlementaires

auront lieu le 22 mai, conformément à la Constitution. Je ne saurais critiquer la Commission ou les dirigeants politiques qui ont été consultés parce qu'ils respectent la Constitution qui est le fondement de toute activité politique bien menée. Mais ce délai sera difficile à respecter pour des raisons techniques. La sécurité reste une source de grave préoccupation, et l'élection présidentielle a montré qu'il était nécessaire de réformer les institutions électorales.

D'après l'article 55 de la loi électorale, la Commission électorale indépendante a le droit de reporter les élections pour des raisons liées à la sécurité ou pour des raisons financières ou techniques. Si les autorités afghanes décident d'avoir recours à cette disposition, les élections pourront avoir lieu plus tard dans l'année, tout en respectant la législation afghane.

Pour ce qui est de la réforme, le Président a affirmé qu'il comptait « afghaniser » le processus électoral. J'appuierai sa position – pourvu que le résultat soit des élections perçues par le public afghan comme étant justes et impartiales. Au cours des dernières élections, des fraudes massives ont été relevées, preuve de la faiblesse des institutions électorales et des conditions de sécurité difficiles. Il y avait aussi le sentiment que la communauté internationale s'était ingérée dans le processus, ce qui a sans aucun doute été le cas aussi bien avant qu'après le jour du scrutin. Il faut remédier à ces deux problèmes lors des futurs processus électoraux.

Je voudrais évoquer brièvement l'élection présidentielle qui a déjà eu lieu. Le rapport du Secrétaire général a présenté de façon détaillée l'approche que nous avons adoptée. Je tiens à mettre l'accent, ici et maintenant, sur la fragilité de la situation politique au lendemain du premier tour. Des ressources économiques importantes sont sorties du pays en prévision de l'instabilité politique. Le nombre de demandes de visas avait considérablement augmenté pour la même raison. On a réussi à éviter ce risque d'instabilité et de violence graves grâce à une gestion prudente du processus jusqu'à la dernière minute. Je dois dire que la communauté internationale a été solidaire sous la direction de l'ONU et que les personnalités politiques afghanes se sont comportées d'une manière responsable et dans le respect de la Constitution. Ce sont là des progrès importants que nous ne devons pas sous-estimer.

Enfin, comme il s'agit de mon dernier exposé devant le Conseil, je pense que je me dois de

mentionner un aspect fondamental de notre approche internationale en Afghanistan. La communauté internationale a tendance à élaborer des stratégies, à prendre des décisions et à agir sur le terrain d'une façon que les Afghans considèrent comme irrespectueuse, voire arrogante. Les Afghans ont parfois l'impression que leur pays est considéré comme un no man's land et non pas comme un État souverain. Cette impression contribue à créer des tensions inutiles et dangereuses entre le Gouvernement afghan et la communauté internationale. Elle renforce les allégations d'ingérence étrangère et fait naître un sentiment d'humiliation. Je ne soulignerai jamais assez la nécessité de mettre un terme à ce phénomène.

Les activités militaires, les pertes civiles, les perquisitions de domiciles et les politiques de détention sont autant de facteurs qui facilitent le recrutement des insurgés. Dans le contexte de l'Afghanistan, lorsqu'un individu est touché par ces phénomènes dans un village, c'est l'ensemble du village qui est touché. Je note avec satisfaction les efforts déployés par le général McChrystal pour réduire le nombre de ces incidents et pour être plus respectueux des sensibilités afghanes. Le renforcement des effectifs militaires rendra sa tâche encore plus difficile. Toutefois, que l'on soit civil ou militaire, nous devons mieux comprendre le contexte afghan et la société afghane. Même parmi les Afghans qui souhaitent notre présence – et ils représentent la majorité –, de nombreuses personnes acceptent mal ce qu'elles considèrent comme étant un manque de respect pour leur religion, leur culture et leurs valeurs. La réussite de notre partenariat à long terme dépendra de notre décision de les consulter davantage, de les écouter davantage et de la façon dont nous montrons que nous comprenons mieux une société qui a besoin de notre aide, mais qui exige notre respect. Nous devons être capables d'analyser le pouls de la société afghane, qui est fort différent du nôtre.

La MANUA a connu des mois difficiles. Le personnel de la MANUA est composé de personnes dévouées, bien informées et courageuses. La terrible attaque contre la maison d'hôte de Bakhtar était traumatisante et a démontré que l'ONU est aujourd'hui de plus en plus prise pour cible. Mais cette attaque a également montré la force et la solidarité de ceux qui travaillent pour l'ONU en Afghanistan. Nous faisons tout notre possible pour veiller à ce que le personnel de l'ONU puisse poursuivre son travail dans des conditions de sécurité adéquates. Et je suis

reconnaissant au Secrétaire général et aux États Membres de l'appui qu'ils nous ont fourni à cet égard.

Mais, dans le même temps, nous sommes confrontés à une crise au niveau du recrutement qui compromet gravement l'avenir de la Mission. Lorsque j'ai pris mes fonctions à la tête de la MANUA en mars 2008, le taux de vacance de postes était de 30 %. En travaillant avec le Département de l'appui aux missions, nous avons pu réduire ce taux à 12 %, ce qui est très, très positif. Malheureusement, je ne suis pas en mesure aujourd'hui de donner d'aussi bonnes nouvelles. Cinquante personnes ont quitté la Mission au cours du dernier semestre de 2009, avant tout pour des raisons liées au manque de sécurité et à une fatigue tout à fait compréhensible. La MANUA n'a pu recruter que cinq personnes dans la même période. Le taux de vacance de postes à la fin de l'année dernière était d'environ 25 %. À ce problème vient s'ajouter la création de nouveaux postes prévus dans le budget de 2010, ce qui augmentera significativement le taux de vacance de postes.

Le nouveau système de recrutement mis en place en juillet 2009 n'a tout simplement pas fonctionné. Dans de nombreux cas, le système ne propose pas le type de personnel dont la MANUA a besoin. Dans tous les cas, le système est beaucoup trop lent. Tous les avis de vacance de postes sont clos, ce qui signifie que les personnes qui, ces derniers temps, souhaiteraient venir en Afghanistan ne peuvent pas postuler. Cela est, à mon sens, le résultat de défaillances systémiques qui touchent non seulement la MANUA mais toutes les missions de maintien de la paix et les missions politiques spéciales et qui, faute d'être corrigées, menaceraient leur efficacité et peut-être même, pire encore.

Il s'agit, comme vous l'avez indiqué, Monsieur le Président, de mon dernier exposé en tant que Représentant spécial du Secrétaire général en Afghanistan. J'ai présenté un programme politique qui, je crois, est nécessaire pour inverser les tendances négatives actuelles, et je reste convaincu que ces tendances peuvent être inversées et que l'on peut mettre fin au conflit d'une manière qui serve le peuple afghan et la stabilité au sens large. Seulement, cela exigera de la discipline de la part de tous, des efforts constants pour donner plus de responsabilité aux Afghans dans la gestion des affaires de leur pays et l'adhésion à un partenariat à long terme avec le peuple qui continuera à avoir besoin de notre aide.

Le Président (*parle en chinois*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Afghanistan.

M. Tanin (Afghanistan) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à vous féliciter, Monsieur le Président, d'assumer la présidence du Conseil pour le mois de janvier et à vous remercier d'avoir convoqué ce premier débat de la nouvelle année.

Puisque nous entamons une nouvelle année, je tiens également à souhaiter la bienvenue aux nouveaux membres du Conseil. Je voudrais aussi saisir cette occasion de remercier le Japon de son action en 2009 au Conseil de sécurité en tant que pays ayant joué un rôle de premier plan concernant l'Afghanistan, et de saluer la Turquie à qui il revient de jouer ce rôle en 2010. Je me réjouis à la perspective de travailler étroitement avec eux cette année.

Je tiens également à remercier le Secrétaire général de sa présence au Conseil et de sa déclaration ainsi que de son dernier rapport en date sur l'Afghanistan (S/2009/674), et plus particulièrement d'avoir fait de l'Afghanistan une de ses priorités et de l'attention personnelle qu'il a portée à l'Afghanistan au cours des derniers mois. De plus, particulièrement étant donné la tragédie du 29 octobre 2009, je tiens à remercier l'ONU et l'ensemble de ses entités, notamment cet organe, de l'aide substantielle et inestimable fournie au peuple afghan au cours des dernières décennies.

En outre, puisqu'il s'agit de la dernière apparition de M. Eide devant ce Conseil en tant que Représentant spécial du Secrétaire général, qu'il me soit permis de lui adresser mes sincères remerciements et la sincère gratitude du peuple et du Gouvernement afghans. Il a fait montre d'un dévouement extraordinaire à la cause de la paix et de la stabilité en Afghanistan et fait preuve d'ingéniosité et de persévérance dans des conditions extrêmement difficiles. Il a milité en faveur d'une Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) plus forte et a préconisé des mesures pratiques pour véritablement progresser en Afghanistan. Il s'est surtout constamment efforcé, plus récemment lors des élections, de coopérer étroitement et d'instaurer une meilleure compréhension entre toutes les parties à l'intérieur et en dehors de l'Afghanistan. Nous lui en savons gré.

L'élection présidentielle – étape importante mais difficile – ayant été menée à terme, l'Afghanistan prend un nouveau départ, défini par un mandat de cinq ans devant permettre aux Afghans de prendre en main

leur propre avenir. Dans son discours inaugural, le Président Karzaï a exposé les grandes lignes de l'action qu'il se propose de mener pour remplir ce mandat. Il a fait part de son attachement et de celui de son administration à la paix, à la sécurité physique et économique du peuple afghan, à la participation et à la réconciliation nationales, à la bonne gouvernance et à la lutte contre la corruption.

Le fait le plus important est que nous tous partageons le même objectif final, qui est de préparer les Afghans à prendre en main leur propre destinée et de leur donner les moyens de le faire. Pour les cinq prochaines années, le Gouvernement afghan s'est fixé comme principal objectif de se préparer à la transition à une pleine « afghanisation » par la consolidation de la souveraineté de l'Afghanistan et de la prise en main nationale. Nous avons pour but la consolidation de l'autorité nationale et l'amélioration des capacités du Gouvernement et des institutions. Nous demandons à la communauté internationale de faire en sorte que toute mesure prise en Afghanistan vienne en appui à ces efforts.

La formation d'un nouveau Gouvernement afghan est un premier pas important dans ce nouveau départ. Après le rejet par le Parlement de quelques-uns des ministres présentés, le Président se prépare à proposer de nouveaux noms et a demandé au Parlement d'être prêt à exprimer leurs votes de confiance avant les vacances d'hiver. Nous tenons à éviter tout retard dans la formation du Gouvernement et tout vide en matière de gestion qui pourrait être contreproductifs pour l'Afghanistan en cette période délicate.

Ensuite, le Gouvernement afghan et la communauté internationale doivent se pencher ensemble sur les défis auxquels nous sommes confrontés et parvenir à un accord qui définisse clairement nos stratégies et nos responsabilités. Le 28 janvier, une conférence sera tiendra à Londres, présidée conjointement par le Président Karzaï, le Premier Ministre Brown et le Secrétaire général. Cette conférence sera suivie tout de suite après par une autre à Kaboul. La Conférence de Londres élaborera une feuille de route – tel que l'a indiqué M. Eide – des futurs efforts, qui se transformera en plan d'action détaillé à Kaboul, peut-être en mars. À Londres, l'accent sera mis sur la sécurité et l'« afghanisation » de la sécurité et de la défense, le développement économique et social, la bonne gouvernance et la coopération internationale et régionale. Pour chacun de ces domaines, nous devons clairement définir les rôles

respectifs du Gouvernement afghan et de la communauté internationale.

Les Afghans sont prêts à assumer la responsabilité d'assurer la sécurité de notre peuple et de nous défendre contre nos ennemis. Dans trois ans, les forces de sécurité nationales afghanes assumeront la responsabilité en matière de sécurité et de défense dans les zones de conflit dans le sud et l'est de l'Afghanistan. Dans cinq ans, grâce à la formation, aux équipements et aux ressources à long-terme nécessaires fournis par la communauté internationale, nous serons totalement responsables de la sécurité et de la défense de l'ensemble du pays. Simultanément, les forces internationales pourront assurer leur transition vers un rôle centré sur la formation et la préparation des forces locales.

De l'avis général, cependant, la paix et la stabilité en Afghanistan ne pourront être réalisées par la seule voie militaire. Voilà pourquoi le Gouvernement afghan a toujours eu, et continue à avoir, à cœur la réconciliation et l'incorporation à tous les niveaux des ex-combattants dans les structures civiles et de sécurité en Afghanistan. Le Gouvernement afghan a ouvert ses portes à tous les afghans souhaitant participer à la stabilisation et à la reconstruction de leur pays, conformément à la Constitution afghane et dans le respect des droits de l'homme.

Mais bien que la réconciliation soit une initiative afghane, elle ne pourra être réalisée par le Gouvernement afghan à lui seul. Nous demandons à ce Conseil de procéder à une révision de la liste récapitulative établie en vertu de la résolution 1267 (1999) afin d'envisager la possibilité de radier de la liste des sanctions, sur la demande du Gouvernement afghan, les membres des Taliban désirant renoncer à la violence et à se joindre au processus de paix.

Les Afghans, qui continuent de subir une pauvreté écrasante et un chômage généralisé, commencent à perdre confiance. Le développement social et économique et la bonne gouvernance demeurent des priorités importantes pour l'Afghanistan. Mais il ne peut maintenir ces efforts sans la poursuite de l'aide de ses partenaires internationaux. La Conférence de Londres sera une occasion pour le Gouvernement afghan et ses amis dans le monde de coordonner leurs efforts de développement et de renforcement des capacités de manière à ce que l'Afghanistan puisse à terme mobiliser ses ressources, générer des revenus et créer

des emplois pour ses habitants et commencer à appuyer ses institutions.

Comme le Secrétaire général le déduit dans son rapport, des efforts redoublés en vue de la coordination de l'aide des donateurs et des stratégies civiles et militaires sont essentiels à notre action en Afghanistan. L'Afghanistan appuie la MANUA dans son rôle central de coordination, tel que mandaté par le Conseil. Nous devrions examiner plus avant la forme que revêtiront les mécanismes supplémentaires et la manière dont ils seraient liés à ceux qui ont un rôle à jouer. Il est crucial que tout effort de coordination renforce les institutions afghanes et encourage la prise en main nationale, au lieu de promouvoir des structures de gouvernance parallèles.

Les élections parlementaires afghanes, qui se tiendront à la fin du mois de mai, comme l'exige la Constitution, approchent à grands pas. Nous devons veiller à ce que ce processus soit crédible. À cet égard, les enseignements tirés des élections de l'année dernière seront importants. Nous estimons que toute suggestion tendant à différer la tenue des élections fait fi des exigences constitutionnelles et portera atteinte à l'intégrité du processus. La primauté du droit doit être préservée, même si cette loi évolue de manière à refléter les enseignements tirés.

Pour terminer, il importe d'établir un vrai partenariat entre l'Afghanistan et la communauté internationale pour assurer le succès en Afghanistan. Ce partenariat exigera que l'on fasse preuve de réalisme quant au calendrier, aux ressources disponibles, aux capacités, et que l'on comprenne bien quels sont nos rôles et responsabilités. Le plus important est que ce partenariat devrait faire fond sur l'appui et les encouragements à une solide prise en main nationale, notamment au moment où nous nous employons à transférer les responsabilités en matière de sécurité et de défense. L'«afghanisation», la promotion des capacités et de la direction afghanes doivent être les objectifs finals de toutes nos activités et la considération la plus importante pendant les débats qui vont suivre.

Le Président (*parle en chinois*) : Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil.

M. Çorman (Turquie) (*parle en anglais*) : La présente séance étant la première réunion publique du Conseil pour ce mois, je souhaite féliciter la Mission permanente de la Chine et vous-même, Monsieur, de votre accession à la présidence du Conseil en janvier.

Je voudrais également souhaiter la bienvenue aux cinq nouveaux membres élus au Conseil tout en rendant hommage aux cinq membres sortants, qui se sont acquittés avec succès de leur mandat au Conseil. Je voudrais remercier le Secrétaire général Ban Ki-moon de son rapport détaillé (S/2009/674) ainsi que son Représentant spécial, M. Kai Eide, de son exposé riche en informations et honnête. Nous nous associons au Secrétaire général et à vous-même, Monsieur le Président, pour saluer le travail remarquable de M. Eide en Afghanistan. Je voudrais également souhaiter la bienvenue au Représentant permanent de l'Afghanistan au Conseil.

Nous voudrions louer le rapport du Secrétaire général, qui donne un bon aperçu général de la situation. Nous souscrivons également au contenu du rapport et aux observations qu'il contient. Cette séance se tient à un moment où la situation concernant l'Afghanistan évolue considérablement. Nous voudrions donc faire part de la manière dont la Turquie perçoit la situation en Afghanistan. Mes observations ne vont porter que sur trois questions principales : l'évolution de la situation internationale et le renforcement de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), l'évolution de la situation régionale et les élections parlementaires.

Premièrement, il est encourageant de constater que la communauté internationale débat largement des faits nouveaux survenus en Afghanistan. Ce faisant, nous devrions – comme M. Eide l'a clairement exprimé – définir nos priorités de concert avec le Gouvernement afghan. La Turquie estime qu'une approche exhaustive est nécessaire. Cette approche devrait comprendre la sécurité, la gouvernance, la primauté du droit, les droits de l'homme et le développement social et économique, mais ne devrait pas se limiter aux moyens militaires. Quatre domaines nécessitent en outre une attention particulière : un développement économique global, des forces militaires et de police afghanes fortes et bien entraînées, une réconciliation nationale sans exclusive et une éducation et un système éducatif et judiciaire modernes permettant de lutter efficacement contre l'extrémisme. Il faut, en d'autres termes, un plan d'action politique et économique.

Comme le suggère le rapport, le rôle de la MANUA doit être renforcé pour mieux servir le peuple afghan. Ce nouveau rôle doit être déterminé conjointement avec le Gouvernement afghan. D'autre part, les menaces pesant sur la sécurité de l'ONU

augmentent. C'est la première fois que l'ONU a été délibérément prise pour cible. Ces attaques terroristes ne doivent toutefois pas nous détourner de notre objectif. Elles doivent seulement renforcer notre détermination de venir en aide au peuple afghan. Il est de la plus haute importance de maintenir une forte présence de l'ONU. Nous devrions donc tous appuyer les efforts du Secrétaire général à cette fin.

Deuxièmement, nous estimons qu'une prise en main régionale pourrait être la clef du succès en Afghanistan. Si plusieurs faits nouveaux concernant l'Afghanistan surviennent actuellement sur le plan international, il n'en faut pas moins encourager la coopération régionale. C'est dans cette perspective que la Turquie a lancé en 2007 le sommet trilatéral Turquie-Afghanistan-Pakistan. Le quatrième sommet trilatéral, qui mettra l'accent sur l'éducation, se tiendra en Turquie le 24 janvier.

De même, nous accueillerons le 26 janvier un sommet régional, auquel participeront les voisins de l'Afghanistan et certains observateurs, de telle sorte que ceux qui assisteront à la Conférence de Londres le 28 janvier – où la coopération régionale sera l'une des questions examinées – puissent apporter une perspective régionale. Le sommet régional visera à relever les défis communs aux pays de la région et à renforcer le dialogue régional. Nous accueillerons également en 2010 la quatrième Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan.

Troisièmement, je voudrais rappeler ce que nous pensons des élections. Nous estimons que le nouveau Gouvernement devrait tendre la main à toute la nation à l'issue des élections présidentielles. Il devrait se recentrer sur la question de l'unité nationale et sur les efforts de reconstruction aussi rapidement que possible. Il devrait embrasser les intérêts de tous les groupes ethniques grâce à des politiques sans exclusive. D'autre part, tous ceux qui se sont présentés aux élections contre le Président Karzaï devraient apporter leur appui au nouveau Gouvernement. Nous pensons que l'Afghanistan a maintenant besoin de renforcer ses valeurs démocratiques et un mécanisme étatique efficace pour lutter contre divers problèmes, notamment la mauvaise gestion. Les parlements représentent ces deux éléments dans les démocraties.

Dans le même ordre d'idées, il serait préférable que les élections parlementaires se tiennent en 2010, comme cela est prévu dans la Constitution afghane.

S'il est nécessaire d'améliorer certaines procédures, cela pourra, et devra, être fait. Mais étant donné que la communauté internationale défend la primauté du droit, il est difficile d'expliquer un retard d'élections. Elles pourront être différées quelque temps, mais pas longtemps. Ces élections doivent être considérées comme un instrument, mais pas comme un obstacle : un instrument qui encourage les différents groupes à se rallier à la réconciliation et à l'unité nationales.

Nous voudrions enfin réaffirmer que, outre les efforts diplomatiques qu'elle déploie, la Turquie poursuivra sa contribution en Afghanistan pendant la période à venir, en coopération avec l'ONU. Nous sommes également le pays pilote pour l'Afghanistan au Conseil cette année.

M. Salam (Liban) (*parle en arabe*) :
Premièrement, je voudrais vous féliciter, Monsieur, de votre accession à la présidence du Conseil en ce début d'année. Je réaffirme que nous avons une entière confiance dans votre sagesse et votre expérience.

Je voudrais également saisir cette occasion – au moment où je prononce ma première déclaration au nom du Liban en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité – pour réaffirmer la détermination de mon pays à œuvrer à la promotion des principes et dispositions du droit international, du respect mutuel et de l'égalité entre les États. Je réaffirme également que, grâce à son expérience unique, le Liban est pleinement conscient de l'importance de valeurs telles que la diversité, la tolérance et la solidarité. Par notre présence au Conseil, nous espérons contribuer à répondre à l'appel au dialogue et à la compréhension entre les cultures et les civilisations et à un monde plus démocratique et plus juste.

Je souhaite aussi remercier le Secrétaire général de son rapport sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2009/674) ainsi que pour sa présence parmi nous aujourd'hui. Je voudrais aussi remercier M. Kai Eide, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), pour ses efforts et l'exposé détaillé qu'il a présenté aujourd'hui. Je le remercie également des conclusions importantes qu'il a tirées, notamment pour l'accent qu'il place sur l'importance centrale du processus politique. Je lui souhaite plein succès dans ses futures activités.

Le Liban voudrait souligner le rôle fondamental que l'ONU a joué en Afghanistan pour aider ce pays à

jeter les fondements de sa souveraineté, de son indépendance et de son unité nationale.

Le Liban se félicite du rôle central joué par la MANUA dans la coordination des efforts internationaux visant à permettre au peuple afghan de prendre progressivement son sort en main. La tenue des élections présidentielles en Afghanistan a été une épreuve et un défi pour la communauté internationale et pour les institutions constitutionnelles de l'Afghanistan. Cette question a fait l'objet d'une grande controverse et a mis au jour des lacunes, auxquelles il faut remédier. Le processus a toutefois donné des résultats qui demandent à être mis à profit pour renforcer les principes de la démocratie et de l'état de droit.

Le Liban se félicite de la ratification par le Parlement afghan d'un certain nombre de lois relatives aux droits de l'homme et à la lutte contre le terrorisme. En outre, l'adoption du projet de loi sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes constituera un nouveau pas en avant. Cependant, les retards pris dans la formation du Gouvernement afghan ont eu un impact négatif sur l'élaboration des programmes gouvernementaux et sur la fourniture et l'acheminement de l'aide. Le Liban est très préoccupé par la dégradation des conditions de sécurité au cours de la période couverte par le rapport – il y a eu, chaque mois, 1 244 incidents en moyenne – sans même parler du fait qu'en ce début d'année, il n'y a guère d'espoir de voir les conditions de sécurité s'améliorer.

Le Liban condamne les attentats terroristes perpétrés contre les forces internationales et les forces et la population civile afghanes, notamment l'attentat du 28 octobre contre des cadres de l'ONU. Nous sommes également préoccupés par la poursuite de la culture du pavot à opium dans un certain nombre de régions, comme l'explique le rapport, à l'instabilité et à l'insécurité. Ceci est particulièrement alarmant, car le danger représenté par le trafic de drogues illicites se trouve exacerbé par les liens étroits qu'il entretient avec le financement des actes de terrorisme. Les retombées de cette situation sont tragiques pour l'Afghanistan et pour le reste du monde.

Nous trouvons encourageante la détermination de l'ONU, soulignée par le Secrétaire général, à poursuivre sa mission en Afghanistan sans se laisser intimider par les actes de terrorisme. Nous nous félicitons également des mesures – dont il est pris note dans le rapport – prises par le Gouvernement afghan et ses partenaires en vue

de réduire les effets des opérations militaires sur la population civile.

Le Liban appelle à un renforcement continu de l'armée et de la Police nationale afghanes, ainsi qu'à une intensification des efforts locaux et internationaux de formation et d'accroissement des effectifs de ces forces, en même temps que d'équipement en matériel nécessaire au développement de leur capacité de maintien de l'ordre et de la sécurité. Le Liban est également favorable à la tenue de la Conférence internationale sur l'Afghanistan convoquée pour le mois de janvier à Londres, dont l'objectif sera de consolider les efforts d'amélioration de la sécurité, de mettre en place des institutions civiles et de se concentrer sur le développement économique.

Le Liban tient à souligner l'importance d'une démarche intégrée s'agissant de la sécurité en Afghanistan, comme le prévoit la résolution 1868 (2009), en raison, notamment, des liens étroits qui unissent la sécurité et la stabilité d'une part, et l'instauration d'une prospérité et d'un développement durables d'autre part. Les opérations militaires et sécuritaires ne suffiront pas, à elles seules, à donner les résultats escomptés. Le Liban réaffirme la nécessité de traiter les causes sous-jacentes de la crise en Afghanistan, d'œuvrer à la réconciliation nationale et d'intégrer au processus politique des catégories plus larges de la population afghane, ce qui, à notre avis est d'une importance capitale et constitue une priorité de premier ordre.

M. Barbačić (Bosnie-Herzégovine) (*parle en anglais*) : La délégation de Bosnie-Herzégovine tient à vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de janvier. Je remercie le Secrétaire général pour son rapport instructif sur la situation en Afghanistan, et le Représentant spécial, M. Kai Eide, pour son exposé détaillé. Je tiens tout particulièrement à remercier et à saluer pour leur dévouement les membres du personnel de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), qui ont récemment subi des pertes cruelles dans l'exercice de leurs fonctions. La Bosnie-Herzégovine souhaite exprimer ses sincères condoléances à leur famille et pays respectifs.

La Bosnie-Herzégovine s'est associée à la déclaration de l'Union européenne, en plus de la déclaration qui suit.

Notre pays déplore les attentats barbares et la situation critique actuelle en matière de sécurité en

Afghanistan. La recrudescence et l'amplification de la violence depuis le dernier rapport du Secrétaire général est alarmante. La multiplication des victimes civiles et militaires et la propagation de la violence vers des zones jusqu'à présent pacifiques sont particulièrement inquiétants. Nous sommes bien conscients du fait qu'il s'agit là d'une conjoncture critique pour la paix et la sécurité en Afghanistan.

Qui plus est, les défaillances constatées pendant les élections présidentielles de l'année dernière ont été causes de graves préoccupations. Il est toutefois encourageant de voir que les institutions afghanes ont, elles aussi, abordé cette question grave. La Bosnie-Herzégovine se félicite des efforts déployés par la MANUA pour renforcer des institutions afghanes indépendantes telles que la Commission du contentieux électoral. Forte de sa propre expérience, la Bosnie-Herzégovine est convaincue que le renforcement de ces institutions est absolument essentiel pour la pratique démocratique. Nous apprécions les efforts diplomatiques intenses qui ont permis de résoudre une crise politique grave dont les répercussions ont été ressenties bien au-delà des frontières de l'Afghanistan.

S'agissant des prochaines élections législatives, nous pensons que la tenue d'élections, qui constituent l'expression par excellence de la démocratie est déterminante. Il en va de même de la probité du processus électoral, qui confère leur légitimité aux résultats. C'est pourquoi la Bosnie-Herzégovine encourage vivement le Gouvernement afghan et la communauté internationale à anticiper les faiblesses de ce processus électoral et à les prévenir.

Cela étant, nous avons clairement le sentiment, tout comme le Secrétaire général et le Représentant spécial, d'un besoin urgent d'une coordination des efforts de la communauté internationale en Afghanistan. Nous sommes favorables à une coordination plus étroite des efforts civils et militaires en faveur du renforcement de la paix et de la sécurité. La Bosnie-Herzégovine se réjouit de l'appel lancé par le Secrétaire général à une synchronisation de ces efforts de coordination avec ceux du Gouvernement afghan à qui incombera, en fin de compte la responsabilité de la paix et de la sécurité dans le pays. Nous soutenons donc la proposition relative à la mise en place, sous la coprésidence d'un ministre afghan et du Représentant spécial du Secrétaire général, d'une structure civile qui englobe toutes les parties prenantes.

Au cours des prochains mois, nous espérons participer aux débats sur le renforcement de la MANUA.

Nous sommes également de l'avis que le renforcement des organismes chargés du maintien de l'ordre et de la sécurité est d'une importance cruciale dans le cadre de la stratégie de transition vers une stabilité maintenue par les acteurs nationaux. Les renforts prévus au niveau de la formation et des effectifs de la police et de l'armée sont une condition préalable de cette transition. Celle-ci pourrait même être favorisée par la promesse que constitue l'Initiative d'autodéfense décentralisée en matière de force de sécurité ultramobiles ayant une bonne connaissance du terrain. Nous pensons que l'élaboration d'un cadre institutionnel transparent de coordination des activités des organismes de sécurité ne pourrait qu'accroître leur efficacité. Pour que ces réformes du secteur de la sécurité soient le plus fructueuses possibles, il importera que le processus de réconciliation nationale soit dirigé par les Afghans eux-mêmes.

La Bosnie-Herzégovine ressent une empathie particulière face aux problèmes rencontrés par les 250 000 personnes déplacées en Afghanistan et à la situation difficile des réfugiés, rentrés en bien moins grand nombre en 2009. La solution du problème de leur déplacement fera partie intégrante de la stabilité à long terme de l'Afghanistan.

Il importe face à ce constat lucide, de reconnaître aussi l'évolution positive de ces trois derniers mois. Nous nous réjouissons du projet de loi sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes que le Parlement est actuellement en train d'examiner. La participation à l'élection des conseils de province a été notable, ce qui est une nouvelle manifestation du désir ardent de démocratie et de paix au sein du peuple afghan. Des efforts diplomatiques intenses ont permis d'éviter une crise constitutionnelle et le nombre important de réunions prévues au cours des prochains mois, dont la Conférence de Londres, est de bon augure pour les progrès de la paix et de la sécurité en Afghanistan. La Bosnie-Herzégovine continuera d'appuyer ces progrès par tous les moyens dont elle dispose.

En conclusion, nous tenons à souligner une fois de plus l'importance du travail du personnel de la MANUA dont il est, encore une fois, primordial d'assurer la sécurité. Nous remercions également M. Eide de son action et lui souhaitons plein succès à l'avenir.

M. Ebner (Autriche) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je voudrai aussi, au nom de l'Autriche, souhaiter une chaleureuse bienvenue aux membres du Conseil nouvellement élus – la Bosnie-Herzégovine, le Brésil, le Gabon, le Liban et le Nigéria – et rendre hommage aux pays qui ont achevé leur mandat à la fin de 2009. Je voudrais également remercier le Représentant permanent du Burkina Faso, l'Ambassadeur Kafando, pour le grand talent diplomatique avec lequel il a présidé le Conseil le mois dernier, et féliciter l'Ambassadeur Zhang Yesui de son accession à la présidence ce mois-ci.

S'agissant du thème d'aujourd'hui, l'Afghanistan, je tiens à remercier le Secrétaire général et son Représentant spécial, M. Eide, de leurs déclarations et de leur grand engagement personnel. J'aimerais également remercier le Représentant permanent de l'Afghanistan, l'Ambassadeur Tanin, pour sa déclaration.

L'Autriche s'associe à la déclaration qui sera faite par la délégation de l'Union européenne (UE) au nom de l'Union européenne.

Lorsque le Conseil s'est réuni en septembre 2009 pour discuter de la situation de l'Afghanistan, ce pays était en plein milieu d'une crise politique profonde au lendemain des élections qui se sont tenues l'été dernier. C'est à la fois grâce à la responsabilité démocratique dont les parties prenantes afghanes ont fait preuve et aux efforts de la communauté internationale que cette crise a pu être surmontée. Maintenant, nous devons concentrer de nouveau nos efforts sur la mise en place des conditions nécessaires pour l'édification d'un avenir meilleur pour le peuple afghan.

En même temps, nous devons nous assurer que les événements de l'année passée ne se reproduiront pas. Nous devons tirer des enseignements de cette expérience afin d'améliorer le processus concernant les élections des membres du Parlement et des conseils des districts prévues en mai 2010. Il faudra tenir compte des recommandations faites par les missions d'observation, comme la mission d'observation électorale de l'Union européenne, ainsi que des conclusions des experts de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Vu la tenue imminente des élections de 2010, le rapport final de la mission de l'Union européenne pourrait fournir une orientation utile. Ce rapport met en relief un certain nombre de mesures qui, de l'avis de la mission

d'experts, pourraient être mises en œuvre dans un court délai pour résoudre les problèmes les plus urgents.

Afin de résoudre les nombreux défis qui se posent, toutes les parties politiques afghanes doivent coopérer dans un esprit constructif dans l'intérêt du pays. Nous nous réjouissons des priorités définies par le Président Karzaï, ainsi que des engagements qu'il a pris dans son discours d'investiture en novembre dernier. Il s'agit d'un premier pas pour faire renaître la confiance.

Il faut établir un programme et des stratégies clairs pour la mise en place d'institutions et le développement économique qui seront approuvés et soutenus par la communauté internationale à la Conférence de Londres. Un nouveau cadre conjoint pour la mise en œuvre des priorités du Gouvernement doit comprendre des points de référence et un calendrier bien définis. Il faut que le peuple afghan puisse constater sans tarder que des progrès ont été réalisés. Ces progrès doivent inclure une meilleure gouvernance, la responsabilisation, une réforme institutionnelle, ainsi qu'un état de droit plus efficace, y compris dans le domaine des droits de l'homme, et en particulier des droits de la femme.

Il faut également que nous puissions constater que des améliorations sur le terrain sont de plus en plus assurées par les autorités et les institutions afghanes. L'accent mis par le Secrétaire général sur le renforcement des capacités locales plutôt que de s'y substituer est la juste approche parce qu'elle permet de renforcer la prise en charge et la responsabilité des Afghans. À cet égard, je voudrais féliciter la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan pour ses efforts concernant le suivi et l'application des droits de l'homme sur tout le territoire afghan.

Nous partageons l'avis du Secrétaire général, qu'un dispositif renforcé de coordination internationale est nécessaire pour accroître l'impact des activités de consolidation de la paix et de développement. Le rôle de coordination de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) sera vital pour la réussite de l'action civile internationale. Pour cette raison, l'Autriche est favorable à l'élargissement et au renforcement prévus de la MANUA, qui permettront d'améliorer son efficacité et sa capacité à opérer dans les provinces.

L'amélioration des conditions de sécurité en Afghanistan reste l'un des principaux défis.

L'augmentation signalée d'attentats contre les travailleurs humanitaires est extrêmement préoccupante et constitue une violation flagrante du droit international. Nous sommes également préoccupés par le mépris total des insurgés pour la vie des civils afghans. Toutes les parties sont tenues de respecter à tout moment le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme. Les violations doivent faire l'objet d'enquêtes et leurs auteurs doivent répondre de leurs actes. Nous appuyons pleinement la nouvelle démarche adoptée par la Force internationale d'assistance à la sécurité, qui accorde la plus haute priorité à la protection de la population afghane et inclut un partenariat opérationnel plus étroit avec les Forces nationales de sécurité afghanes.

Nous sommes conscients des conditions extrêmement difficiles dans lesquelles l'Organisation des Nations Unies mène ses opérations en Afghanistan, comme l'a prouvé l'attaque perpétrée en octobre dernier contre la maison d'hôtes de l'Organisation des Nations Unies à Kaboul. Nous nous félicitons des mesures de sécurité qui ont été prises face aux menaces croissantes contre les fonctionnaires et les locaux de l'Organisation des Nations Unies. En même temps, nous partageons entièrement l'avis du Secrétaire général que ces actes de violence ne peuvent et ne doivent pas décourager l'Organisation des Nations Unies de poursuivre son importante mission. Ici, je tiens à saluer le courage et la détermination remarquables de tous les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies qui travaillent en Afghanistan.

La situation actuelle de l'Afghanistan en matière de sécurité est étroitement liée à d'autres facteurs, comme l'indique le rapport récemment publié par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) sur la toxicomanie, la criminalité et l'insurrection, qui démontre les liens existants entre la drogue, la criminalité et l'insurrection régionale en Afghanistan. La lutte contre la drogue s'est intensifiée en 2009, suite à l'initiative triangulaire de l'UNODC, et l'on pourrait réussir à réduire considérablement la production de l'opium dans certaines régions du pays. Cependant, l'Autriche est convaincue que notre appui continu est nécessaire pour améliorer davantage la situation et pour inverser la tendance en ce qui concerne la culture de l'opium dans d'autres régions également, comme les provinces de Badghis et de Kandahar.

Pour terminer, je tiens à souligner que le mandat actuel de la MANUA, tel que défini dans la résolution 1868 (2009), bien qu'il ait constitué une base excellente pour les activités de la Mission, devra être revu à la lumière des résultats des conférences de Londres et de Kaboul et d'une orientation future donnée par le Conseil de sécurité. Nous voudrions également encourager la MANUA à maintenir son approche axée sur les résultats dans ses rapports en perfectionnant les points de référence et les indicateurs de progrès définis en septembre dernier et en les alignant sur les priorités du nouveau Gouvernement afghan. Notre objectif doit être de faciliter le transfert progressif de l'autorité et des responsabilités aux autorités afghanes et de les assister dans leurs efforts en vue d'instaurer la sécurité, la stabilité et la prospérité.

M. Moungara-Moussotsi (Gabon) : Monsieur le Président, permettez-moi avant tout de vous féliciter pour votre accession à la présidence du Conseil pour le mois de janvier. Je voudrais également savoir gré à l'Ambassadeur Kafando, du Burkina Faso, du doigté et de l'efficacité avec lesquels il a dirigé les travaux du Conseil de sécurité durant le mois de décembre 2009.

Nous mesurons l'importance de la mission qui est confiée au Gabon, et tenons à assurer tous les membres du Conseil de sécurité de notre entière disponibilité à coopérer efficacement aux travaux du Conseil. En effet, c'est pour nous un immense privilège que de prendre part aux travaux du Conseil de sécurité en tant que l'un des membres africains non permanents. Je saisis donc cette occasion pour remercier l'ensemble des membres du Conseil pour l'accueil très chaleureux réservé à notre délégation. Nos remerciements s'adressent également au Secrétaire général ainsi qu'à l'équipe du Secrétariat pour leur disponibilité.

Avant d'aborder les questions de fond contenues dans ce rapport (S/2009/674), je souhaiterais féliciter le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, M. Kai Eide, pour la présentation très exhaustive de ce rapport.

La situation en Afghanistan préoccupe au plus haut point mon pays, par solidarité avec le peuple afghan, mais aussi en raison de ses ramifications et son impact sur la paix et la sécurité internationales. Nous soutenons pleinement les efforts déployés par le Gouvernement afghan avec l'appui de la communauté internationale dans les domaines de la sécurité, en particulier la lutte antiterroriste, la consolidation de la

démocratie et le développement en Afghanistan. Cette coopération agissante a permis au gouvernement afghan d'organiser, le 20 août 2009, des élections présidentielles, dans un contexte politique et sécuritaire particulièrement difficile.

Bien qu'il soit indéniable de reconnaître qu'en dépit de tous ces efforts, la situation sur le terrain reste préoccupante, il n'en demeure pas moins que les initiatives actuelles en faveur de la paix et du développement en Afghanistan nous confortent dans notre vision d'un Afghanistan paisible et prospère. La nouvelle stratégie visant à concilier l'intervention militaire et l'aide au développement dans ce pays est, à notre sens, un facteur déterminant dans le processus de stabilisation de l'Afghanistan.

En effet, l'approche militaire elle seule ne peut suffire. Il est vital d'y adjoindre des actions de développement telles que la construction des écoles et des dispensaires, le développement de l'agriculture et l'émancipation progressive des femmes afghanes. À cet égard, ma délégation salue la décision du Parlement afghan d'endosser la loi sur l'élimination de la violence par la criminalisation de la violence sexuelle. C'est une avancée significative qui mérite les encouragements du Conseil et l'appui du système des Nations Unies, non seulement pour faciliter l'adoption de ce projet de loi, mais également pour en assurer la pleine application.

Nous nous félicitons des actions menées dans ce sens par la communauté internationale, notamment l'engagement de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, dans le processus de reconstruction de ce pays, en dépit des menaces constantes contre la sécurité de son personnel déployé sur le terrain. C'est ici le lieu de rendre hommage au personnel de l'ONU et aux agents humanitaires pour les services héroïques rendus parfois au péril de leur vie.

Nous exhortons la communauté internationale à continuer de soutenir le Gouvernement afghan dans ses efforts de développement politique, économique et social du pays, l'objectif ultime étant de permettre aux hommes et aux femmes afghans de prendre en main leur destin et d'écrire avec leurs propres mains les pages d'un Afghanistan stable, uni et prospère.

La Conférence internationale sur l'Afghanistan, qui se tiendra dans un mois à Londres, à l'initiative conjointe de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni, constituera une nouvelle occasion pour la

communauté internationale de faire une évaluation globale de la situation politique, économique, sociale et humanitaire en Afghanistan. La situation en Afghanistan demeure grave et préoccupante. Il va sans dire qu'une solidarité accrue et des efforts renouvelés de la communauté internationale seront indispensables pour restaurer pleinement la stabilité et la sécurité dans ce pays.

M. Churkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions le Secrétaire général de nous avoir présenté son dernier rapport (S/2009/674) sur la situation en Afghanistan. Nous remercions également son Représentant spécial, M. Eide, des évaluations dont il nous a fait part. Nous saluons le travail qu'il a accompli à la tête de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et lui souhaitons plein succès dans ses entreprises futures.

Nous partageons le point de vue du Secrétaire général, à savoir que le processus électoral complexe en Afghanistan a produit un résultat important qui satisfait la population afghane et répond à toutes les exigences de la loi afghane. Nous sommes convaincus que la formation d'un nouveau Gouvernement efficace pour le pays se fera conformément aux procédures constitutionnelles.

Malheureusement, nous devons noter que, malgré les efforts déployés par les autorités afghanes et la présence internationale, la situation sécuritaire continue de se détériorer. La violence a atteint des niveaux sans précédent dans le pays, et la situation s'aggrave dans les provinces septentrionales auparavant calmes. À cet égard, il est déconcertant de voir que le rapport ne fait pratiquement pas de référence directe à la source principale de la menace à la sécurité de l'Afghanistan et de l'ensemble de la région – les activités des Taliban et d'Al-Qaïda. Nous estimons qu'il nous faut éviter les euphémismes à cet égard.

Nous appuyons l'objectif de réconciliation nationale en Afghanistan, même si ce processus ne doit pas nous empêcher d'instaurer une stabilité à long terme dans le pays ou contrevirer aux décisions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre effective du régime de sanctions contre Al-Qaïda et les Taliban. La possibilité de parvenir à un accord avec les dirigeants des Taliban et d'autres organisations terroristes et extrémistes ne peut être sérieusement envisagée. Le dialogue n'est possible qu'avec ceux qui ont déposé les armes,

reconnu le Gouvernement et la Constitution de l'Afghanistan, et rompu les liens qui les unissaient à Al-Qaida et à d'autres structures terroristes.

La situation en matière de production et de trafic des drogues demeure particulièrement préoccupante. L'échelle mondiale de la menace que représente la drogue afghane exige des mesures plus décisives et un renforcement de la coopération internationale. Dans ce contexte, nous sommes convaincus que les contingents de l'OTAN présents en Afghanistan vont coopérer plus activement avec le Gouvernement afghan et instaurer une coopération avec l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC), qui mène depuis plusieurs années des opérations efficaces de lutte contre le trafic de drogues le long du périmètre externe des frontières afghanes. Il est également nécessaire de prendre des mesures plus décisives pour freiner le commerce des précurseurs, qui arrivent en Afghanistan depuis l'Europe, entre autres lieux, et sans lesquels il est impossible de produire de l'héroïne.

Nous estimons que la Conférence internationale sur l'Afghanistan convoquée pour le 28 janvier 2010 à Londres s'avérera un événement international important et donnera un nouvel élan au transfert progressif au Gouvernement afghan de l'entière responsabilité d'assurer la sécurité sur le territoire national, en parallèle à la création en Afghanistan de forces armées et de police efficaces. Le Ministre russe des affaires étrangères, Sergey Lavrov, a l'intention de participer à la Conférence.

Il est nécessaire, afin de relever tous ces défis, de mettre en place la coopération internationale la plus large possible sous les auspices de l'ONU. Les États de la région doivent également jouer un rôle positif, tout comme les organisations actives sur place, notamment l'Organisation de Shanghai pour la coopération et l'OTSC, dans le cadre de laquelle des plans concrets de lutte contre le terrorisme et les stupéfiants ont été établis et sont exécutés, parallèlement aux activités de développement qui se déroulent en Afghanistan.

La Russie va continuer de fournir l'aide nécessaire à l'Afghanistan. Des ressources sont actuellement consacrées au développement du système éducatif en Afghanistan, et notamment à la reconstruction de l'Université polytechnique de Kaboul. L'aide prend également d'autres formes. La Russie a récemment envoyé un important convoi de 52 camions Kamaz en Afghanistan.

M^{me} DiCarlo (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je voudrais commencer par vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil et vous assurer de l'entière coopération de ma délégation. Je voudrais également féliciter l'Ambassadeur Kafando et la délégation du Burkina Faso de la compétence avec laquelle ils ont dirigé la Conseil le mois dernier.

Ma délégation souhaite la bienvenue aux cinq nouveaux membres du Conseil et attend avec intérêt de travailler en étroite collaboration avec eux au cours des prochains mois.

Je remercie également le Secrétaire général de sa présence et de ses observations, et l'Ambassadeur Tanin (Afghanistan) de nous avoir communiqué le point de vue de son gouvernement.

Je remercie spécialement le Représentant spécial, Kai Eide, non seulement pour l'exposé complet qu'il nous a présenté aujourd'hui, mais également pour les efforts inlassables qu'il a déployés à la tête de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). La direction du Représentant spécial a été essentielle dans le cadre des efforts déployés par la communauté internationale en Afghanistan. Mon gouvernement le remercie sincèrement de ses efforts et de son engagement, et lui souhaite plein succès dans ses entreprises futures.

L'heure est cruciale pour l'Afghanistan. Le Gouvernement afghan, avec l'aide du peuple afghan, fait progresser un programme audacieux qui doit mettre fin à la détérioration préoccupante de ces dernières années. La communauté internationale doit maintenant agir avec fermeté et au plus vite pour aider les Afghans à inverser le cours des choses.

L'engagement des États-Unis auprès de l'Afghanistan est un engagement de longue date. Notre objectif reste inchangé : perturber, démanteler et finalement vaincre Al-Qaida et empêcher sa résurgence en Afghanistan et au Pakistan. Notre objectif est de renforcer les capacités des institutions afghanes pour faire face à la menace que représente l'extrémisme violent et la désamorcer.

Pour atteindre cet objectif, le Président Obama a décidé d'envoyer 30 000 soldats américains de plus en Afghanistan. Ils seront chargés de cibler les insurgés, de garantir la sécurité des centres de peuplement et de former les forces de sécurité afghanes. Nombre des 43 autres membres de la Force internationale d'assistance

à la sécurité (FIAS) ont annoncé qu'ils allaient envoyer des contingents supplémentaires. Ensemble, nous allons nous associer aux forces afghanes afin de pouvoir commencer d'ici l'été 2011 à transférer les responsabilités en matière de sécurité au Gouvernement afghan.

Si nous voulons accomplir des progrès véritablement durables, l'envoi de nouveaux contingents sur place doit s'accompagner d'une activité civile plus importante et de l'envoi d'une aide supplémentaire de l'étranger. Notre effort civil mettra l'accent sur la mise en place d'institutions afghanes plus réactives et responsables au niveau des provinces, des districts, et au niveau local. Nous allons également encourager et appuyer les plans revitalisés du Gouvernement afghan en matière de lutte contre la corruption, notamment par l'adoption de mesures concrètes de nature à progresser vers une plus grande responsabilisation.

Les États-Unis ont sensiblement augmenté le nombre d'experts civils qu'ils déploient en Afghanistan. En effet, nous sommes sur le point de tripler notre présence civile. Fin janvier 2009, 320 civils américains étaient sur le terrain; 920 civils américains seront présents sur le terrain ce mois-ci, et nous comptons atteindre notre objectif d'une présence qui se chiffrera à un peu moins de 1 000 civils peu de temps après. Ces experts civils collaboreront avec les Afghans pour renforcer la capacité des institutions nationales et sous-nationales du pays à gouverner avec efficacité. Les experts américains œuvrent également avec leurs partenaires afghans pour contribuer à redresser les secteurs économiques essentiels de l'Afghanistan afin que les Afghans puissent vaincre les insurgés, qui ne leur promettent que de nouvelles violences.

La croissance économique est essentielle à l'avenir de l'Afghanistan car elle permettra d'atténuer l'attrait des extrémistes à court terme et d'assurer un développement économique durable à long terme. Afin d'inverser la dynamique impulsée par les Taliban, nous concentrons nos efforts de reconstruction dans des domaines où nous pouvons créer des emplois rapidement, en particulier dans le domaine de l'agriculture. La reconstruction du secteur agricole afghan qui était naguère fort dynamique, privera l'insurrection non seulement de simples soldats, mais également des revenus générés par le trafic de stupéfiants. Et permettez-moi de mettre l'accent sur un élément clef de notre stratégie politique : nous

appuyons les efforts déployés par les Afghans pour réinsérer les membres des Taliban qui renient Al-Qaida, qui déposent les armes et qui participent au processus politique constitutionnel.

L'ONU, et en particulier la MANUA, continue de jouer un rôle crucial dans les activités civiles déployées par la communauté internationale en Afghanistan. Son action dans le domaine de la création d'institutions, de la gouvernance, de la réforme du secteur de la sécurité et de la coordination des donateurs est essentielle à notre objectif, qui est de garantir la prise en main de la situation par le Gouvernement afghan. Mais nous devons tous mieux coordonner les efforts de la communauté internationale pour aider le peuple afghan. Comme le Secrétaire général le note dans son rapport (S/2009/674), coordonner une gamme aussi importante de programmes d'assistance nationale avec les objectifs identifiés par le Gouvernement afghan est une entreprise considérable. Pour ce faire, la MANUA a besoin de ressources supplémentaires et de l'appui des États Membres. Nous faisons fermement écho à l'appel lancé par le Secrétaire général à une coordination renforcée et nous appuyons sa proposition de renforcer la MANUA avec un personnel expérimenté venant des principaux pays donateurs. Pour leur part, les États-Unis sont prêts à appuyer une telle demande en fournissant un personnel qualifié.

Nous pensons également qu'il est utile de nommer un haut représentant civil au sein de la FIAS, comme le Représentant spécial l'a recommandé, afin d'améliorer la coordination des activités politiques et de développement de la FIAS, en particulier les activités menées par les équipes de reconstruction de province.

La réussite de la mission de la MANUA dépend également de sa présence dans l'ensemble du pays. À cet égard, nous notons avec satisfaction les progrès constants accomplis par la MANUA s'agissant de l'ouverture de bureaux régionaux et provinciaux. Nous nous réjouissons que le rapport du Secrétaire général affirme que, malgré l'attaque brutale du 28 octobre sur la maison d'hôte à Kaboul, l'ONU reste déterminée à ouvrir de nouveaux bureaux dans l'ensemble de l'Afghanistan en 2010. Nous réaffirmons notre appui aux efforts de la MANUA pour renforcer la sécurité du personnel de l'ONU en Afghanistan et nous sommes prêts à nous employer à appuyer ces efforts de manière créative, en collaboration avec la MANUA.

L'ONU a joué un rôle crucial d'appui au processus politique en Afghanistan, notamment en appuyant les élections. Nous sommes d'accord avec le Secrétaire général, qui a observé que les élections présidentielles et les élections aux conseils provinciaux tenues en Afghanistan en 2009 ont mis en évidence les graves insuffisances du processus électoral afghan. Avec nos partenaires internationaux, nous sommes déterminés à travailler avec le Gouvernement afghan afin de régler ces problèmes avant la tenue de futures élections.

La Conférence de Londres, qui aura bientôt lieu sous la coprésidence de l'Afghanistan, du Royaume-Uni et de l'ONU, sera l'occasion pour la communauté internationale de manifester son soutien au programme du Gouvernement afghan énoncé par le Président Karzaï dans son discours d'investiture. Nous attendons avec intérêt la tenue de la conférence de Kaboul au printemps qui sera, pour le Gouvernement afghan, l'occasion de présenter des plans et des programmes plus détaillés afin de réaliser ses objectifs ambitieux. Le discours d'investiture du Président Karzaï a envoyé le juste message : il a mis l'accent sur la décision d'aller dans une nouvelle direction, notamment en affirmant son attachement à la réinsertion et à la réconciliation, l'amélioration des relations avec les partenaires régionaux de l'Afghanistan et les responsabilités sans cesse plus importantes assumées par les services de sécurité afghans. Nous devons maintenant voir des résultats, et nous devons maintenant voir des progrès.

Sir Mark Lyall Grant (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je vous félicite, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence. Permettez-moi de joindre ma voix aux autres en souhaitant la bienvenue au Conseil de sécurité à nos cinq nouveaux collègues. Nous attendons avec intérêt de travailler avec eux au cours des deux prochaines années. Nous remercions tout particulièrement le Secrétaire général de son rapport (S/2009/674) et de ses observations, le Représentant spécial Kai Eide de ses remarques riches en information, et enfin l'Ambassadeur Tanin de ses observations exhaustives.

L'objectif de la communauté internationale reste un Afghanistan stable et sûr qui puisse exercer sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire, offrir à son peuple un gouvernement représentatif et les conditions nécessaires à la prospérité, et jouer un rôle constructif dans la région. Personne ici ne sous-estime l'ampleur du défi à relever, comme le Représentant

spécial l'a très clairement montré un peu plus tôt. Édifier un Afghanistan stable et sûr est une œuvre de longue haleine, mais la communauté internationale est déterminée à appuyer le Gouvernement afghan pour mener ce projet à bonne fin. Je tiens tout d'abord à dire quelques mots sur la proche Conférence de Londres avant d'aborder quelques questions soulevées dans le dernier rapport du Secrétaire général.

La Conférence de Londres du 28 janvier sera coorganisée par le Premier Ministre Gordon Brown, le Président Karzaï et le Secrétaire général. Nous nous félicitons du ferme appui du Secrétaire général à cette Conférence. Son but est de fournir et de coordonner l'appui international nécessaire pour que le Président Karzaï réalise les objectifs ambitieux qu'il a énoncés dans son récent discours d'investiture. La Conférence sera consacrée aux trois domaines clefs suivants : sécurité, développement et gouvernance, cadre régional et architecture internationale. Il faut voir en la Conférence de Londres une étape importante pour que la communauté internationale joue un plus grand rôle d'appui en Afghanistan et accélère davantage l'« afghanisation » de sa stratégie. En ce sens, la Conférence de Londres permettra de préparer une conférence à Kaboul qui se tiendra plus tard, au printemps, au cours de laquelle nous espérons que le Gouvernement afghan présentera au peuple afghan les engagements qu'il a pris et s'appuiera sur le travail préparatoire effectué à Londres.

Je voudrais à présent aborder quatre questions soulevées dans le rapport du Secrétaire général. Premièrement, pour ce qui est de l'efficacité de l'aide, nous convenons tout à fait avec le Représentant spécial que les donateurs doivent renforcer les capacités afghanes, au lieu de chercher à les remplacer. Il faut que les donateurs soient plus disposés à coordonner leurs activités avec le Gouvernement afghan et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), au lieu d'agir unilatéralement.

Deuxièmement, nous appuyons fermement les efforts menés par le général McChrystal pour réduire les pertes civiles. Nous nous réjouissons que le rapport du Secrétaire général souligne ce point. Le rapport note que les éléments antigouvernementaux sont à l'origine de 78 % des victimes civiles, dont 54 % ont été tuées par des attentats-suicides ou des attaques aux engins explosifs improvisés. L'approche adoptée par la Force internationale d'assistance à la sécurité contraste nettement avec celle des insurgés, qui ciblent délibérément les civils en Afghanistan.

Troisièmement, nous convenons avec le Secrétaire général de l'importance de l'Armée nationale afghane et de la Police nationale afghane. Le développement des capacités des forces nationales de sécurité afghanes, au niveau tant de la qualité que de la quantité, est essentiel pour permettre aux Afghans de prendre en main leur propre sécurité. Nous espérons que le Conseil commun de coordination et de suivi et la Conférence de Londres donneront un nouvel élan à ce processus.

Quatrièmement, le rapport du Secrétaire général souligne l'importance de l'Initiative d'autodéfense décentralisée et nous nous en félicitons. Il est essentiel de fournir aux forces de sécurité locales une formation suffisante pour garantir leur efficacité et de veiller à ce qu'elles soient tenues pour responsables de leurs actes. Une stratégie nationale pour le secteur de la sécurité permettrait de délimiter les rôles et les fonctions des forces de sécurité afghanes. Mais il faut également préciser comment l'Initiative d'autodéfense décentralisée pourra s'inscrire dans une telle stratégie nationale.

Je tiens également à soulever une question qui n'est pas directement abordée dans le rapport du Secrétaire général mais que le Représentant spécial a mentionnée : la question de la corruption, qui formait une toile de fond essentielle des événements de 2009. La MANUA, en collaboration avec d'autres acteurs, aide le Gouvernement afghan à renforcer sa capacité de lutte contre la corruption et à mettre en place des institutions viables indispensables à une bonne gouvernance sur le plus long terme. Nous nous en félicitons vivement.

Personne ne saurait nier que l'Afghanistan a connu une nouvelle période difficile au cours des trois derniers mois. Le processus des élections présidentielles n'a pas été facile, mais nous attendons avec intérêt la mise en place d'un Gouvernement afghan fort et compétent qui pourra donner suite aux engagements importants pris par le Président Karzaï lors de son discours d'investiture, avec l'appui de la communauté internationale qui sera confirmée à la Conférence de Londres ce mois-ci.

Enfin, je tiens à remercier Kai Eide de ses activités en Afghanistan au cours des deux dernières années. Son travail acharné, notamment l'organisation des élections de l'année dernière et la direction de la MANUA au long de la période traumatisante qui a suivi les attaques contre son personnel, mérite notre

admiration. Je tiens, par son entremise, à rendre hommage à tout le personnel de la MANUA qui poursuit son travail important dans des circonstances extrêmement difficiles.

À cet égard, je suis inquiet de l'entendre dire qu'il a des difficultés à maintenir et recruter le personnel de la MANUA. L'Assemblée générale a donné son accord le mois dernier encore à une augmentation importante du budget et des effectifs de la MANUA et j'espère que le Secrétariat fera preuve de créativité en cherchant les moyens de lever tout obstacle s'opposant, au niveau du Siège, au recrutement de personnel pour les missions essentielles déployées dans le monde entier, notamment celle de la MANUA en Afghanistan.

M^{me} Viotti (Brésil) (*parle en anglais*) : Je tiens à vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois de janvier. Je vous remercie et je remercie les autres membres du Conseil de leurs mots de bienvenue. Le Brésil espère travailler étroitement et de manière constructive avec tous les membres du Conseil durant l'exercice de son mandat. Je tiens également à remercier le Secrétaire général de sa présence parmi nous ce matin, de ses observations et de son dernier rapport sur l'Afghanistan (S/2009/674).

Le Brésil se joint aux autres intervenants pour remercier M. Kai Eide de son exposé très instructif. Nous saisissons cette occasion pour saluer le travail qu'il effectue à la tête de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et sa précieuse contribution, apportée dans des conditions extrêmement difficiles.

Ces derniers mois sont venus nous rappeler à la réalité des défis redoutables qui se dressent encore sur la voie de la paix, de la stabilité et de la prospérité en Afghanistan. La dégradation des conditions de sécurité nous préoccupe vivement. Il est particulièrement préoccupant de voir l'augmentation des pertes civiles dues au conflit. Les Taliban, Al-Qaïda et d'autres groupes extrémistes sont à l'origine de la majorité de ces pertes et ils doivent donc en être tenus pour responsables.

Bien évidemment, cela ne constitue par la moindre consolation pour les pertes civiles causées par les forces progouvernementales dans le conflit afghan, notamment la mort de ces enfants, qui auraient été tués au village de Ghazi Khan et à Lashkar Gah dans les derniers jours de 2009. Tout en prenant bonne note des

mesures prises par le Gouvernement afghan, par la Force internationale d'assistance à la sécurité et par la coalition, nous estimons qu'il est nécessaire de poursuivre les efforts afin de mieux distinguer entre combattants et non-combattants et d'éliminer ou de réduire encore les risques encourus par les civils. En plus d'être un impératif moral et une obligation en vertu du droit international, la protection des civils est essentielle au renforcement de la légitimité et de l'efficacité de la présence militaire internationale en Afghanistan.

Il est tout aussi inquiétant que des extrémistes prennent de plus en plus pour cible le personnel international et les travailleurs humanitaires. Les attaques menées contre la maison d'hôtes de l'ONU à Kaboul en octobre dernier sont particulièrement révoltantes. Nous condamnons fermement cette violence absurde et injustifiable et nous rendons hommage à ceux qui en ont été victimes. Nous rendons également hommage aux gardes de l'ONU dont l'héroïsme a permis de sauver des vies innocentes. Nous appuyons le Secrétaire général dans ses efforts pour améliorer la sûreté du personnel de l'ONU et du personnel recruté localement en Afghanistan.

La controverse prolongée au sujet des résultats du dernier scrutin d'août a eu des répercussions sur la gouvernance en Afghanistan et terni les relations de ce pays avec la communauté internationale. Les irrégularités relevées dans le processus électoral telles que celles signalées par la Commission du contentieux électoral sapent la légitimité du processus électoral et sont facilement exploitées par les groupes extrémistes à des fins de propagande. Elles soulignent également la nécessité d'entreprendre des réformes.

Tout en méditant sur les obstacles et les revers rencontrés sur la voie de l'édification d'un Afghanistan plus sûr, plus démocratique et plus prospère, et en essayant de tirer les enseignements de l'expérience vécue, nous devons aussi nous concentrer sur l'avenir. Nous devrions tous nous féliciter des promesses faites par le Président Karzaï dans son discours d'investiture, tendant à redoubler d'effort pour parvenir à l'unité et à la réconciliation nationales, à accroître les responsabilités des forces afghanes dans la sécurité de leur propre population, à promouvoir le développement économique et les réformes administratives et à prendre des mesures résolues de lutte contre la corruption. Nous devons également veiller à ce que l'appui que nous apportons collectivement au Président

Karzaï lui permette réellement de traduire ses paroles en actions concrètes.

La nomination d'un cabinet compétent et ouvert à tous est essentielle si l'on veut que soient honorées les promesses faites. Nous encourageons le Gouvernement afghan et la Chambre basse du Parlement (*Wolesi Jirga*) à continuer de travailler à la formation du nouveau Gouvernement. Ma délégation appuie également l'initiative du Président Karzaï en faveur de la réconciliation nationale, notamment par le biais de pourparlers avec l'opposition armée.

Un autre domaine crucial sur lequel le Gouvernement voudra certainement faire porter son action est la réforme électorale, pour éviter que les problèmes rencontrés lors des élections de 2009 ne se répètent. Les élections de 2010 doivent contribuer à la consolidation de la démocratie en Afghanistan. Nous prenons note des appels de la MANUA à la réforme et à une transparence accrue au sein de la Commission du contentieux électoral dans la perspective des élections parlementaires et locales prévues en mai prochain, et nous appelons à un dialogue renforcé entre le Gouvernement afghan et la Mission. Nous encourageons à cet égard toutes les parties prenantes à renforcer le dialogue et la coopération.

Il est également nécessaire de continuer à faire des progrès en matière de promotion et de protection des droits de la femme. Il importe que le Parlement afghan examine sans tarder le projet de loi sur l'élimination de la violence contre les femmes et la version modifiée de la loi sur le statut personnel des chiïtes. Il est primordial que les progrès faits dans le domaine législatif aillent de pair avec le renforcement des institutions chargées de leur mise en œuvre. Le règlement à long terme des questions de sécurité en Afghanistan requiert un transfert régulier des responsabilités au Gouvernement afghan. Cela rendra possible un retrait graduel de la présence militaire internationale sur le terrain et un retour à la vie normale dans le pays.

Le conflit en Afghanistan ne pourra pas être résolu uniquement par la voie militaire. L'argument convaincant développé par M. Eide autour de la nécessité d'une stratégie politiquement motivée plutôt qu'une stratégie militairement motivée devrait guider notre action. Recentrer la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan sur des projets à long terme semble également l'approche la plus correcte à

adopter et peut exiger de la MANUA de jouer un rôle plus important, ce que nous appuierons.

Une meilleure coordination de l'action civile internationale en Afghanistan est essentielle si le Gouvernement comme les donateurs veulent parvenir à une plus grande efficacité dans leur action. Ce faisant, il convient d'accorder l'attention voulue à la prise en main des processus au niveau national afin de garantir la pérennité de l'action internationale dans le pays. Voilà pourquoi nous appuyons l'initiative visant à mettre en place en Afghanistan une structure civile de coordination placée sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, et chargée de transférer graduellement au Gouvernement afghan la tâche de coordination de l'aide qu'apportent les donateurs à ses programmes et priorités. À cet effet, les pays donateurs doivent faire preuve de la volonté politique évoquée par le Secrétaire général dans son rapport afin de passer, en Afghanistan, de la substitution de capacités au renforcement des capacités.

Nous sommes d'accord avec M. Eide lorsqu'il relève que la meilleure contribution que puisse apporter la communauté internationale à l'appui de l'action du Gouvernement afghan et de la société afghane est de les aider à renforcer leurs institutions. Une telle tâche, par essence, est complexe, mais elle reste la seule véritable option à longue échéance. À cet égard, les conférences internationales prévues le 28 janvier à Londres et au courant de l'année à Kaboul seront d'importantes occasions de progresser dans cette direction.

M. Rugunda (Ouganda) (*parle en anglais*) : Je vous félicite, Monsieur le Président, ainsi que la délégation chinoise, de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois de janvier et je rends hommage à l'Ambassadeur Kafando et à la délégation du Burkina Faso pour la manière dont ils ont mené les travaux du Conseil au mois de décembre. Je voudrais également saisir cette occasion pour saluer l'arrivée des nouveaux membres du Conseil et leur souhaiter plein succès durant leur mandat.

Je remercie le Secrétaire général de son intervention, M. Kai Eide, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), de son exposé, et le Représentant permanent de l'Afghanistan de son intervention.

Nous félicitons la MANUA d'avoir continué à jouer un rôle important à la tête de l'action

internationale en faveur de la sécurité, de la stabilité et du développement en Afghanistan. L'Afghanistan est confronté à d'énormes défis sécuritaires, politiques et économiques. Il incombe à tous les Afghans, notamment les dirigeants, d'œuvrer ensemble à l'unité et à la réconciliation nationales et d'appuyer la gouvernance démocratique, la consolidation de la paix et la prospérité.

Nous nous félicitons de ce que le processus électoral en Afghanistan ait pu aboutir en dépit des irrégularités et des difficultés rencontrées.

Nous appelons tous les acteurs politiques à faire en sorte que le Cabinet soit complet sans plus attendre. Le nouveau Gouvernement doit s'atteler aux tâches urgentes qui l'attendent, y compris la réforme politique et l'examen des causes profondes de l'insurrection. Il doit concentrer une attention redoublée sur la reprise économique, la reconstruction, la fourniture de services et l'amélioration des moyens d'existence des personnes. Il faut aussi que les partenaires de développement travaillent ensemble de manière mieux coordonnée et plus rationnelle pour appuyer les efforts nationaux du peuple afghan. À cet égard, nous nous félicitons de l'organisation de la Conférence internationale sur l'Afghanistan; prévue le 28 janvier prochain à Londres.

Nous notons avec préoccupation que la situation en matière de sécurité s'est détériorée pendant la période à l'examen, avec une augmentation des agressions armées et des attentat-suicides. Cette flambée de violence, qui a causé davantage de morts et de blessés, est regrettable et doit prendre fin. Ma délégation juge encourageants les efforts déployés par le Gouvernement afghan et ses alliés internationaux pour améliorer la situation en matière de sécurité.

Il est impératif de renforcer les capacités et les moyens dont disposent les institutions chargées de la sécurité, notamment la police et de l'armée, afin qu'elles assument la responsabilité de la stabilité à long terme du pays. Nous saluons le Gouvernement afghan qui a promulgué une loi contre le terrorisme, une loi antitrust et une loi sur les armes à feu pendant la période à l'examen. Nous nous félicitons également du projet de loi sur l'élimination de la violence contre les femmes et encourageons le Parlement afghan à l'approuver.

Nous sommes vivement préoccupés par les attaques prenant pour cible le personnel de l'ONU en Afghanistan, qui compromettent leur capacité de

s'acquitter de leur mandat. Nous appelons au renforcement des mesures visant à assurer la sécurité et la sûreté de l'ensemble du personnel de la MANUA.

Nous félicitons enfin le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Kai Eide, de son dynamisme, et, par son entremise, nous remercions le personnel de la MANUA qui s'acquittent de son mandat dans des circonstances très difficiles. Nous souhaitons à M. Eide plein succès dans ses activités futures.

M. Arnaud (France) : Je voudrais tout d'abord présenter à l'ensemble du Conseil et à l'assistance mes vœux pour la nouvelle année. Permettez-moi de vous féliciter, Monsieur le Président, de votre prise de fonctions en tant que Président du Conseil de sécurité et de rendre hommage, comme l'ont fait les orateurs qui m'ont précédé, au travail remarquable accompli par l'Ambassadeur Michel Kafando et par toute son équipe au cours du mois de décembre.

En ce qui concerne le sujet de notre débat, là aussi, j'imiterai les orateurs qui m'ont précédé – et cela de bon cœur – pour rendre hommage au travail accompli par le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Kai Eide. Grâce à ses efforts, l'ONU est désormais un acteur de tout premier plan en Afghanistan, tant sur le plan de la coordination de l'action internationale que du dialogue avec les acteurs de la vie politique et de la société afghane. Cet acquis doit être préservé et ses effets doivent être amplifiés.

Par ailleurs, cette occasion est également, en ce qui concerne la France, une occasion importante puisque, pour la première fois au Conseil de sécurité, l'Union européenne va s'exprimer tout à l'heure par la voix de sa délégation auprès de l'ONU. C'est la conséquence de la mise en œuvre du Traité de Lisbonne. Je tiens donc à saluer la présence de son représentant, ce qui, pour la France, est une occasion importante et émouvante. Naturellement, la France s'associe à la déclaration qu'il prononcera.

Je souhaiterais insister plus particulièrement sur les principaux défis de l'année qui s'ouvre. L'échéance immédiate, comme M. Kai Eide l'a dit, est la Conférence de Londres, qui se tiendra le 28 janvier. Elle constitue une étape importante dans le processus visant à placer le partenariat entre l'Afghanistan et la communauté internationale dans un cadre facilitant la pleine prise en main par les Afghans de leur destin.

Le Président Karzaï a pris des engagements importants de réforme dans son discours

d'inauguration. Nous espérons que la Conférence de Londres et celle de Kaboul qui suivra seront l'occasion pour le Gouvernement afghan de lancer ce programme de réformes, en particulier dans les domaines prioritaires que sont la gouvernance, notamment locale – et là aussi M. Eide a été particulièrement éloquent –, le renforcement des capacités civiles et de sécurité afghanes; la lutte contre la corruption et le trafic de stupéfiants; la coopération régionale et la réintégration des combattants.

Ce programme devra s'appuyer sur une action plus cohérente de la communauté internationale. Cela fait des années que nous en parlons. Je crois que nous devons enfin mettre nos actes en accord avec ce souhait de bon sens. La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) s'est vue confier par le Conseil de sécurité un rôle central en la matière. Elle doit disposer des ressources nécessaires mais aussi de l'autorité indispensable à une coordination plus efficace. Cela implique un renforcement des liens entre l'ONU et les autres organisations internationales présentes ainsi qu'avec les principaux donateurs.

Nous sommes donc favorables à la mise en place d'une structure associant les principaux acteurs civils et militaires engagés en Afghanistan sous la coprésidence du Gouvernement afghan et de l'ONU. Cette structure, qui se réunirait à intervalles réguliers et resserrés, devrait couvrir l'aide civile, mais aussi la coordination civilo-militaire et la coopération régionale. Je voudrais souligner que ce dernier thème devrait à l'avenir faire l'objet d'une attention accrue. Nous souhaitons que, dans ce but, le Représentant spécial du Secrétaire général puisse renforcer son action en matière de suivi et de promotion du dialogue régional.

Nous avons pris note du souhait des autorités afghanes de tenir les élections législatives en mai 2010 conformément au délai prévu par la Constitution. Ce choix relève évidemment de la décision souveraine des autorités afghanes et d'elles seules. Il faut cependant que les leçons des élections présidentielles soient tirées et que certaines réformes du système électoral soient menées au préalable dans le respect de la Constitution. Il nous appartient d'aider les autorités afghanes à identifier, parmi les réformes nécessaires, celles qui pourront, de manière réaliste, être conduites avant le scrutin. Les Afghans ont démontré leur attachement à la démocratie. Cet engagement ne doit pas être trahi. Le prochain scrutin devra être organisé dans des

conditions assurant un choix libre et démocratique. Il ne faut pas que les fraudes constatées lors des élections présidentielles se reproduisent.

Je voudrais conclure en assurant le Secrétaire général et le Représentant spécial que nous partageons leurs préoccupations relatives à la sécurité des personnels de l'ONU. En Afghanistan, comme dans d'autres pays en crise, les moyens nécessaires doivent être consacrés à la protection des personnels de l'ONU. L'indispensable renforcement de ces moyens, qui doivent être affectés en priorité à des dépenses de terrain, devra s'accompagner d'une réflexion globale sur l'avenir de l'implantation géographique et des missions de la MANUA au regard d'un nouveau contexte politique et sécuritaire dont nous ne pouvons pas faire abstraction.

M. Takasu (Japon) (*parle en anglais*): Je voudrais, en premier lieu, souhaiter la bienvenue parmi nous aux cinq nouveaux membres du Conseil. Je souhaite également vous féliciter, Monsieur le Président, ainsi que la délégation chinoise, de votre accession au poste éminent de Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier. Qu'il me soit permis également d'exprimer notre profonde reconnaissance à l'Ambassadeur Kafando et à sa délégation pour l'excellent travail qu'ils ont accompli au mois de décembre.

S'agissant de l'Afghanistan, le Secrétaire général et son Représentant spécial, M. Kai Eide, nous ont fait des exposés très utiles ce matin. L'Ambassadeur Tanin a également apporté sa contribution à notre débat.

Au nom de mon gouvernement, je saisis la présente occasion pour féliciter M. Eide, qui s'acquitte d'une tâche très difficile, en particulier pour la façon dont il traite, ces derniers mois, le processus délicat des élections présidentielles. Je peux assurer l'Ambassadeur Eide de notre profonde reconnaissance et de notre plein appui.

Il ne fait aucun doute que pour toutes les personnes engagées en Afghanistan, nous compris, l'année dernière a été l'année la plus difficile depuis 2001. Nous avons consacré énormément de temps et d'énergie à traiter le complexe processus électoral. Pour nous tous, l'attaque perpétrée en octobre contre la maison d'hôtes a été un rappel brutal de la situation dangereuse qui règne sur le terrain où des hommes et des femmes cherchent à s'acquitter des tâches que nous leur avons confiées.

Malheureusement, il semble que depuis plusieurs années, nous ne faisons que répéter la même résolution de début d'année. Mais il me semble que la situation est plus grave que les deux années précédentes. En ce début de l'année 2010, il est d'une importance critique d'inverser les tendances négatives de l'année précédente et d'assurer le succès de nos efforts en Afghanistan. Bien que la situation politique actuelle centrée sur la formation du nouveau Cabinet nous préoccupe, nous espérons que le nouveau Gouvernement du Président Karzaï commencera bientôt à s'attaquer au programme de réforme, à édifier la nation et à unir la population.

Il faut noter également que tous les membres de la communauté internationale renforcent l'assistance accordée à l'Afghanistan, tant sur le plan militaire qu'en matière de développement. Le Japon se réjouit vivement de la nouvelle stratégie annoncée par les États-Unis le 1^{er} décembre. Pour sa part, le Japon a annoncé un nouveau programme d'aide pour l'Afghanistan d'environ 5 milliards de dollars pour une période de cinq ans à partir de 2009. Ce programme comportera une aide au renforcement des forces de police, à la réinsertion des ex-insurgés et à un développement durable et autonome. Cette annonce a coïncidé avec l'achèvement du processus électoral et des cinq années du mandat du Président Karzaï. Elle avait également pour but d'illustrer l'appui inchangé du Japon au peuple afghan en cette période difficile. Nous espérons que l'assistance fournie par le Japon suscitera une nouvelle aide tangible de la communauté internationale. Je voudrais cependant insister ici sur le fait qu'il ne suffit pas de prendre des engagements; il faut s'en acquitter. Le bilan en la matière n'est pas nécessairement très positif. Il est temps de tenir les nombreuses promesses qui ont été faites et d'en accélérer la réalisation.

Nous attendons pareillement le même niveau d'engagement énergique de la part du Gouvernement afghan. Nous nous félicitons de l'engagement manifesté par le Président Karzaï dans son discours d'investiture, y compris sa volonté de promouvoir la réconciliation nationale et de lutter contre la corruption. Je suis persuadé que la détermination du Président Karzaï se traduira en actions concrètes. Nous aiderons le Gouvernement afghan dans cette entreprise. Dans ce contexte, la prochaine Conférence de Londres sera une occasion opportune de réaffirmer la volonté du Gouvernement afghan de procéder à des réformes,

et de la part de la communauté internationale de l'appuyer et de lui fournir des ressources.

L'une des questions les plus importantes inscrites à l'ordre du jour du nouveau Gouvernement afghan sera la réinsertion des anciens insurgés. Nous devons encourager le dialogue avec les anciens insurgés qui ont renoncé à la violence et sont déterminés à vivre en paix dans le cadre de la Constitution. Parallèlement aux efforts militaires déployés pour maintenir la sécurité, il faut élaborer un programme politique qui inclue la réinsertion afin d'aider la stabilité à prendre racine. Je tiens à souligner qu'un tel plan doit être dirigé par le Gouvernement afghan. Nous sommes prêts à prendre la direction d'efforts internationaux pour favoriser la réinsertion, qui est l'un des trois piliers d'une nouvelle stratégie, sur la base de notre expérience dans le domaine du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion et dans le démantèlement des groupes armés et illégaux. Nous espérons que la Conférence de Londres donnera un nouvel élan au regroupement de ces activités.

Ces dernières années, le Japon n'a cessé de faire valoir qu'il importait d'améliorer l'efficacité de l'aide et de coordonner l'action des donateurs en Afghanistan. Toutefois, la situation est loin d'être satisfaisante, comme nous l'a dit M. Kai Eide. Nous devons absolument faire plus pour éviter le gaspillage et renforcer l'impact de nos activités.

Les priorités du Japon en matière d'assistance – l'agriculture et le développement rural, les infrastructures et les besoins humains de base – correspondent aux domaines prioritaires définis par le Gouvernement afghan. Comme le Secrétaire général, nous pensons que les mesures relatives à la coordination des activités des donateurs doivent être prises en partenariat avec le Gouvernement afghan, l'objectif ultime étant l'« afghanisation ». L'ONU doit jouer un rôle important dans les efforts de coordination.

La capacité de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) à cet égard importe beaucoup. Nous devrions envisager de prendre des mesures concrètes pour améliorer les structures de coordination de la MANUA et accélérer le recrutement de personnel expérimenté. Il apparaît très clairement, me semble-t-il, que nous devons rationaliser les procédures de recrutement, en déléguant notamment des pouvoirs plus larges à la MANUA. En même temps, je tiens à souligner qu'il sera impossible

d'instaurer une coordination efficace sans la coopération des pays donateurs et sans que ces derniers acceptent de laisser l'ONU coordonner leurs activités. Le Secrétaire général a insisté sur ce point. Nous avons besoin d'une volonté politique au plus haut niveau.

La sécurité est le plus grand défi à relever et constitue une condition préalable à nos efforts. Nous rendons un vif hommage aux pays fournisseurs de contingents, dont beaucoup ont perdu de précieux membres de leur personnel. Nous saluons également les forces de sécurité afghanes, mais il est bien évident qu'il reste beaucoup plus à faire pour continuer à renforcer leur qualité et leur nombre dans le but d'assurer une stabilité à long terme.

Le rôle de l'ONU a été, et restera, indispensable pour aider à stabiliser et à reconstruire le pays. Nous rendons un vif hommage au travail courageux que le personnel des Nations Unies continue d'accomplir sur le terrain. Nous continuerons d'appuyer les activités de la MANUA dans toute la mesure possible. La sécurité du personnel est pour nous d'une importance capitale. Nous devons fournir tout l'appui possible pour que le Secrétaire général puisse prendre de nouvelles mesures de sécurité qui permettront aux membres du personnel évacués de retourner à leur poste aussi rapidement que possible.

En outre, au cours des prochains mois, nous examinerons le mandat de la MANUA afin de nous assurer qu'il réponde aux attentes du peuple afghan et de la communauté internationale. Nous attendons avec intérêt les recommandations du Secrétaire général dans son prochain rapport.

Pour terminer, je réaffirme la ferme volonté du Japon d'aider le peuple et le Gouvernement afghans et d'appuyer la MANUA. Je souhaite également plein succès à la Turquie dans son rôle de pays chef de file en ce qui concerne l'Afghanistan.

M^{me} Ogwu (Nigéria) (*parle en anglais*) : En tant que représentante de l'un des membres nouvellement élus du Conseil de sécurité, qu'il me soit permis de saisir cette occasion qui m'est donnée par le premier débat officiel du Conseil en 2010 pour réaffirmer l'attachement inébranlable du Nigéria au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Je tiens à vous assurer, Monsieur le Président, que nous nous acquitterons de notre devoir sacré d'œuvrer de concert avec les autres membres pour assumer les impressionnantes responsabilités qui incombent au Conseil.

Nous vous félicitons, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois de janvier et d'avoir convoqué cette importante séance. Nous apprécions également au plus haut point la présence parmi nous du Secrétaire général, M. Ban Ki-moon. Nous le saluons tout particulièrement pour son rapport sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2009/674). Ce rapport contient des observations pertinentes, essentielles pour instaurer la paix dans le pays. Nous remercions également M. Kai Eide, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, pour son rapport concis et pour la détermination avec laquelle il s'est acquitté de ses fonctions. Nous lui souhaitons un plein succès dans ses futures activités. Nous apprécions également au plus haut point la perspicace déclaration de l'Ambassadeur Tanin.

Le Nigéria craint qu'en dépit de l'intensification des efforts internationaux, les problèmes de l'Afghanistan, notamment dans le domaine de la sécurité, demeurent sans issue. Le Secrétaire général note dans son rapport que les conditions de sécurité dans le pays se détériorent et que les insurgés intensifient leurs activités, dont les attentats-suicides à la bombe, l'augmentation du nombre des victimes civiles et une escalade des menaces contre le personnel des Nations Unies et le personnel humanitaire international. Cette situation déplorable entrave non seulement la fourniture de l'assistance dans le pays, mais aussi les efforts déployés par le Gouvernement pour fournir les services de base à la population. La situation est aggravée par les défis politiques existants et nouveaux, ainsi que par une très nette stagnation de l'économie.

Malgré ces défis, nous saluons l'endurance du peuple afghan et son attachement à une gouvernance démocratique. Nous nous félicitons également du rôle joué par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et par le Représentant spécial du Secrétaire général dans l'heureux dénouement de la crise politique qui a suivi les élections.

Le Nigéria estime que le nouveau Gouvernement afghan mérite d'être soutenu pour renforcer et consolider sa capacité à fournir des services de base, à maintenir la paix et la sécurité nationales, à faciliter un processus inclusif de dialogue et de réconciliation nationale et à améliorer ses relations avec les pays voisins. En effet, l'état de droit et un processus politique dynamique apte à promouvoir la

réconciliation nationale sont des conditions préalables au rétablissement progressif de la paix et de la stabilité dans le pays. La communauté internationale doit investir davantage dans ces domaines. C'est pour cette raison que nous accueillons avec satisfaction la Conférence de Londres prévue pour le 28 janvier 2010 et la Conférence de Kaboul qui se tiendra plus tard, avec l'espoir que ces deux conférences permettront de mobiliser plus de ressources et d'appui de la communauté internationale pour ce pays. La tâche de la communauté internationale est de garantir un suivi effectif des progrès réalisés.

Pour remédier à cette situation où les conditions en matière de sécurité dans le pays ne cessent de se détériorer, il faudra consolider les mécanismes de sécurité en place et adopter des nouvelles initiatives, notamment la proposition d'avoir recours aux forces de sécurité locales dans le cadre de l'Initiative d'autodéfense décentralisée, et la réforme du secteur de la sécurité. Nous partageons l'avis du Secrétaire général que ces mesures doivent être étayées par la réconciliation nationale et la bonne gouvernance. En outre, une coopération durable entre les forces de sécurité locales et leurs homologues internationaux est nécessaire. Entre-temps, nous appelons à une meilleure protection des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies, des travailleurs humanitaires et des civils afghans.

Le Nigéria est conscient du fait que les élections contestées constituent de plus en plus un défi important à la sécurité et la stabilité des démocraties nouvelles. Pour cette raison, nous nous félicitons de la proposition relative à des réformes électorales en Afghanistan. Cette réforme devrait permettre de renforcer la démocratie naissante du pays et d'y jeter les bases d'un développement politique durable. En fait, l'objectif principal de cette réforme devrait être de renforcer le processus électoral, de soutenir de façon continue le déroulement d'élections, et d'aider à la formation de familles politiques solides. À cet égard, il faudrait procéder à une réforme de la Commission du contentieux électoral et de la Commission électorale indépendante pour qu'elles soient conformes aux pratiques internationales optimales, en étant véritablement indépendantes et exemptes de tout parti pris et contrôle partisans. Cette réforme devrait également être globale, s'appliquant à tous les niveaux de gouvernement et engageant la participation de toutes les parties prenantes de la société afghane. Nous exhortons les acteurs politiques nationaux à

comprendre et à défendre le processus électoral et à aborder le système politique dans un esprit de compromis et de réconciliation.

En dernière analyse, en ce qui concerne les enseignements tirés, il est important que les recommandations faites dans le cadre des enquêtes en cours sur les irrégularités électorales dans le pays soient rendues publiques, pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise à l'avenir.

Le Nigéria est favorable au renforcement de la structure de coordination des efforts de la communauté internationale en Afghanistan, dans le cadre d'une stratégie de transition, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies. Nous nous félicitons du rôle central joué par la MANUA dans ces efforts et nous espérons qu'elle sera renforcée par la pleine exécution de son budget pour 2010, tel qu'il a été approuvé. Nous saluons la contribution des pays voisins de l'Afghanistan aux efforts visant à relever les défis auxquels ce pays fait face et nous exhortons la communauté internationale à appuyer un engagement durable dans la région.

M. Puente (Mexique) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, j'aimerais tout d'abord vous féliciter pour votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois. Une fois de plus, je vous assure de l'appui de ma délégation dans vos efforts pour conduire les travaux du Conseil avec succès. Je remercie également la délégation du Burkina Faso pour l'excellente manière dont elle a assumé la présidence du Conseil le mois dernier. Je m'associe à tous ceux qui ont remercié de leurs contributions importantes les délégations dont le mandat au Conseil de sécurité vient d'arriver à son terme. Je souhaite également la bienvenue aux cinq nouveaux membres non permanents du Conseil de sécurité.

Je m'associe aussi aux autres voix pour remercier le Secrétaire général et son Représentant spécial pour leurs déclarations et leurs rapports utiles. Nous rendons hommage au travail accompli par M. Kai Eide ces deux dernières années, malgré les défis auxquels son Bureau a dû faire face dans ses efforts pour développer l'Afghanistan, défis qu'il a pu relever avec succès. Nous lui souhaitons plein succès dans ses futures activités.

Au début de cette nouvelle année, ma délégation note avec préoccupation que les vieux défis en matière de sécurité, de droits de l'homme, de renforcement de l'état de droit et de consolidation institutionnelle

continuent de compromettre la stabilité et le progrès en Afghanistan. En plus de ces obstacles, de nouveaux défis sont apparus suite à d'importants événements survenus dans les derniers mois de l'année 2009 relatifs à un processus politique et électoral entaché d'irrégularités, ainsi qu'à une situation précaire en matière de sécurité, qui a obligé l'Organisation des Nations Unies elle-même à revoir sa stratégie sur le terrain afin de protéger son personnel. Le personnel ne se compose pas seulement de fonctionnaires.

Dans ces circonstances, il convient sans nul doute de renforcer la coordination et l'appui de la communauté internationale pour assurer la stabilité en Afghanistan. La mise en place d'un dispositif de coordination dans le cadre d'une stratégie de transition, sous l'égide des Nations Unies, est d'une importance capitale pour mobiliser les ressources nécessaires aux programmes destinés à appuyer les forces de sécurité nationales, les institutions civiles nationales et, par conséquent, le développement économique du pays.

Nous espérons que la Conférence de Londres prévue pour la fin de ce mois et la Conférence de Kaboul qui se tiendra ultérieurement, à l'occasion desquelles les nouvelles stratégies en matière de sécurité et de développement seront analysées, permettront de confirmer cette proposition sur la base d'une définition claire des rôles du Gouvernement afghan et de la communauté internationale, comme l'a noté le Représentant permanent de l'Afghanistan.

Le processus électoral a marqué un tournant décisif en ce qui concerne l'appui de la communauté internationale et a révélé la faiblesse des institutions afghanes. Devant cette situation, le Gouvernement afghan affronte maintenant la tâche difficile de renforcer la crédibilité de ses actions face à une population sceptique, par le biais d'un pacte politique renouvelé, comme l'a proposé à juste titre le Secrétaire général. Ma délégation partage l'avis du Secrétaire général selon lequel le Gouvernement récemment élu doit redoubler d'efforts pour honorer les engagements qu'il a pris sur la base des priorités définies par le Président Karzaï, qui sont directement liées, entre autres, à la lutte contre la corruption et l'impunité dans le pays. Il est évident que des mesures rapides et décisives visant à lutter contre ces fléaux serviront à promouvoir l'autorité du Gouvernement et à susciter la confiance de la population, renforçant ainsi la position du Gouvernement face aux actions des insurgés.

Les efforts des organes gouvernementaux seront essentiels pour les intérêts du peuple afghan. Par conséquent, nous estimons qu'il est fondamental de maintenir l'unité institutionnelle. Nous espérons que la nomination de nouveaux membres du Gouvernement du Président Karzaï permettra de renforcer davantage la confiance et l'unité, qui sont tellement nécessaires. Nous encourageons la MANUA et les autres institutions des Nations Unies qui œuvrent sur le terrain à appuyer le Gouvernement afghan en vue de réaliser cet objectif, ce qui lui permettra de renforcer ses institutions et d'étendre son autorité dans le pays.

Pour ce qui est de la sécurité, les chiffres qui figurent dans le rapport dont nous sommes saisis aujourd'hui (S/2009/674) sont préoccupants. Ils reflètent une augmentation considérable du nombre d'incidents violents par rapport aux années précédentes. Sans aucun doute, ces chiffres montrent que l'insécurité reste le principal frein au progrès en Afghanistan. Si nous appuyons les efforts déployés pour faire face à cette situation, nous réaffirmons notre conviction que ces actions doivent s'accompagner de mesures parallèles visant à promouvoir le développement, le respect des droits de l'homme et le renforcement de l'état de droit, qui permettront ainsi de s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité.

D'autre part, ma délégation regrette que les attaques qui visent le personnel humanitaire et le personnel de l'ONU – qui sont la conséquence directe de l'insécurité et de l'instabilité politiques en Afghanistan – se poursuivent, ralentissant et mettant ainsi en danger le travail louable et précieux qu'accomplissent ces personnes.

Le Conseil de sécurité et l'ensemble de l'Organisation ne doivent pas ménager leurs efforts afin de protéger leur personnel. C'est pourquoi nous appuyons tous les efforts que déploie le Secrétaire général pour réviser les mécanismes de sécurité afin de protéger le personnel déployé sur le terrain, et nous réaffirmons l'obligation qu'ont les parties de se conformer à la résolution 1502 (2003), relative à la sécurité et à la protection du personnel humanitaire et du personnel de l'ONU, adoptée à l'initiative de ma délégation durant sa précédente participation au Conseil de sécurité. Il est en ce sens essentiel d'éliminer la menace terroriste tout en respectant les droits de l'homme.

Pour terminer, je voudrais ajouter que ma délégation estime que le Président Karzaï et les

autorités ont un engagement contraignant à tenir envers eux-mêmes et envers la communauté internationale. C'est pourquoi nous offrons à nouveau notre appui à tous les efforts qu'entreprendront le Président Karzaï et la classe politique de son pays pour créer une atmosphère propice à la réconciliation et à la sécurité et régler définitivement les principaux problèmes auxquels le pays est confronté.

Nous n'avons pas de doute que la présence internationale en Afghanistan, avec l'appui et la direction de l'ONU, permettra de créer les conditions nécessaires pour que l'Afghanistan exerce pleinement ses pouvoirs nationaux et ses responsabilités en tant qu'État souverain.

Le Président (*parle en chinois*) : Je vais à présent faire une courte déclaration en ma qualité de représentant de la Chine.

Nous voudrions féliciter le peuple afghan d'avoir élu son nouveau dirigeant national. La Chine espère que le nouveau Gouvernement afghan pourra être formé et s'acquitter de ses fonctions le plus tôt possible. Nous appuyons les efforts que déploie le Gouvernement afghan pour stabiliser le pays. Nous espérons que la communauté internationale redoublera ses efforts pour aider activement le Gouvernement à renforcer les capacités de l'armée et de la police afin qu'elles puissent assumer rapidement la responsabilité de la sécurité.

Nous appuyons le Gouvernement et le peuple afghans dans le cadre des efforts qu'ils déploient pour accroître les moyens d'existence de la population, et nous demandons à la communauté internationale d'apporter un appui et une aide plus conséquents afin de répondre aux besoins de développement du pays. Nous espérons que les conférences internationales sur l'Afghanistan, qui doivent se tenir à Istanbul, à Londres et à Kaboul, donneront des résultats positifs et concrets.

Je reprends maintenant mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne la parole au représentant du Canada.

M. McNee (Canada) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je voudrais vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil pour ce mois. Je voudrais également féliciter les nouveaux membres du Conseil : la Bosnie-Herzégovine, le Brésil, le Gabon, le Liban et le Nigéria.

La nouvelle année correspond à un nouveau départ pour l'Afghanistan. L'année qui vient de se terminer a vu de nombreux succès et défis. Nous désirons aussi souligner avec une grande tristesse la violence qui continue de sévir dans tout l'Afghanistan, notamment à Kaboul, pendant que les insurgés tentent de frapper au cœur des efforts de reconstruction que font les Afghans et la communauté internationale. Nous présentons nos condoléances aux familles et aux amis de tous les Afghans et de tous les civils et militaires des nombreux États Membres représentés ici aujourd'hui, qui ont perdu la vie ou ont été blessés à cause de la violence en Afghanistan.

Comme le remarque le Secrétaire général dans son rapport (S/2009/674), bien que le processus électoral révèle qu'il reste une quantité considérable de travail à faire, nous ne devons pas ignorer les succès auxquels nous sommes parvenus à ce jour, notamment en ce qui concerne le nombre important d'Afghans qui sont allés voter, malgré la violence et l'intimidation des insurgés. De plus, la vaste fraude électorale qui a eu lieu a été décelée et les institutions afghanes ont agi en conséquence. Un nouveau gouvernement est maintenant en train d'être formé, guidé par un ensemble de priorités claires pour l'avenir.

Le Président Karzaï a contracté un certain nombre d'engagements positifs pour bâtir un pays afghan stable et démocratique. Toutefois, des défis importants restent à surmonter. Des mesures immédiates doivent être prises pour enrayer la corruption à tous les niveaux et continuer à réformer le système juridique. Il faut continuer de progresser sur les plans de la sécurité, de la consolidation d'institutions nationales fortes et responsables, des services de base et du développement économique pour les Afghans. Il est aussi clair que des réformes considérables du système électoral sont requises pour que les prochaines élections puissent être menées de façon plus transparente et responsable. Le Canada demeure prêt à venir en aide à l'Afghanistan, tout en faisant remarquer que c'est au nouveau Gouvernement afghan que revient la responsabilité d'assumer un rôle directeur dans la réalisation de ces priorités.

À cet égard, le Canada reconnaît le processus démocratique de nomination et de confirmation du nouveau Cabinet, processus qui est enchâssé dans la Constitution afghane. Nous encourageons toutes les parties à travailler à une résolution rapide afin que le Gouvernement afghan puisse passer aux défis considérables auxquels sont confrontés les Afghans.

Au fur et à mesure que nous progresserons, le renforcement de l'appartenance afghane sera la clef du succès. Le Canada reconnaît que tous nos efforts doivent viser à fortifier la capacité des Afghans d'assumer des responsabilités croissantes dans la gestion des affaires de l'Afghanistan, que ce soit en matière de sécurité, de gouvernance ou de services de base. Au cours des mois à venir, le Président Karzaï et son gouvernement doivent conclure un contrat avec la population afghane dans le but d'établir une relation de confiance. Nous avons hâte de connaître les fondements de ce contrat, qui seront précisés durant les prochaines conférences à Londres et à Kaboul et qui dresseront de façon claire les plans pour l'avenir.

Le nombre de réunions et conférences sur l'Afghanistan qui auront lieu au cours des prochains mois est représentatif du sentiment d'urgence et du sérieux qui animent le Canada et les autres membres de la communauté internationale dans leurs efforts en vue de soutenir le progrès en Afghanistan. Ces conférences constituent pour le Gouvernement afghan et la communauté internationale une occasion de collaborer avec une vigueur renouvelée dans le but de relever les nombreux défis auxquels l'Afghanistan est confronté. Nous croyons que la conférence du 28 janvier à Londres, qui sera suivie d'une conférence au printemps à Kaboul, donnera à la communauté internationale la chance de concentrer ses efforts sur un ensemble clairement défini d'objectifs réalistes et prioritaires établis par le Gouvernement afghan et de concevoir une nouvelle architecture internationale pour notre engagement en Afghanistan.

L'effort international en Afghanistan a été stimulé par l'annonce récente des États-Unis visant à renforcer leur engagement, notamment par le déploiement de ressources militaires et civiles supplémentaires. Le Canada accueille favorablement ces ressources supplémentaires, en particulier dans le sud du pays, où elles contribueront à procurer un environnement plus sûr à la population afghane.

La coordination de l'engagement international en Afghanistan afin de réaliser nos objectifs communs présente de nombreux défis, notamment le défi substantiel posé par le grand nombre d'intervenants et la complexité des enjeux. Ainsi, dans notre action de renforcement des structures de coordination, il est d'autant plus crucial d'assurer la cohérence de l'approche de la communauté internationale pour aider le Gouvernement afghan à rebâtir l'Afghanistan.

(l'orateur poursuit en français)

Dans ce contexte, le Canada croit fermement que le rôle de l'ONU, en tant que coordonnateur des efforts civils en Afghanistan, devrait être maintenu et renforcé. À ce titre, nous soutenons les efforts de renforcement de la capacité de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) de mettre en œuvre son mandat et de maintenir une présence continue pour assumer un rôle directeur sur le terrain. Le Canada appuie également la consolidation du rôle du Haut-Représentant civil de l'OTAN pour coordonner la contribution civile afin de contrer l'insurrection, tout en étant d'avis que la MANUA et l'OTAN doivent collaborer étroitement afin de favoriser la synergie des efforts internationaux.

Notre succès repose essentiellement sur un effort plus ciblé et mieux coordonné dans le cadre d'une stratégie de transition. Cela dit, cet effort coordonné ne portera des fruits que s'il est axé sur le renforcement de la capacité afghane à assumer la direction de la réalisation des priorités clefs qui s'imposent. Le Canada partage l'opinion de l'ONU et de nos alliés selon laquelle nous ne pouvons perdre de vue la nécessité de veiller à ce que la gouvernance de l'Afghanistan puisse être assurée par un Gouvernement afghan compétent et efficace.

Enfin, j'aimerais faire part de la reconnaissance du Gouvernement canadien à l'égard du travail accompli par le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Eide, dont le mandat se termine bientôt. Depuis sa nomination il y a deux ans, Kai Eide a sans cesse travaillé à faire avancer les objectifs de la communauté internationale en Afghanistan, et le Canada apprécie l'énergie et l'engagement dont il a fait preuve.

Nous soulignons avec une profonde reconnaissance son travail ardu visant à renforcer la MANUA en augmentant considérablement ses ressources et sa présence dans les provinces; ses efforts en vue de consolider la capacité de coordination de la MANUA et d'accroître et réformer le rôle du Conseil commun de coordination et de suivi; ses efforts pour développer une coopération beaucoup plus étroite entre la Force internationale d'assistance à la sécurité et l'ONU; et le rôle politique important qu'il a joué dans l'organisation de conférences internationales sur l'Afghanistan et à d'autres moments clefs comme lors des élections récentes. Bien qu'il reste beaucoup de travail à faire en Afghanistan, M. Eide mérite nos

remerciements les plus sincères pour ses réalisations et son dévouement.

Le Président (*parle en chinois*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Nouvelle-Zélande.

M. McLay (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : La Nouvelle-Zélande se félicite de l'occasion qui lui est donnée de contribuer à ce débat important qui tombe à point nommé et saisit cette occasion pour vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence du Conseil, ainsi que les nouveaux membres du Conseil.

Nous remercions le Secrétaire général de son dernier rapport en date (S/2009/674) et le Représentant spécial Kai Eide de son travail, de l'exposé de ce matin et, avant tout, du rôle qu'il a joué. Nous lui souhaitons plein succès.

Bien que le rapport donne à réfléchir et soulève de nombreuses questions qui sont de véritables sources de préoccupation, nous convenons qu'un effort international mieux ciblé et mieux coordonné, ainsi que la réforme du processus électoral afghan et du Gouvernement, doivent être des priorités absolues. Nous affirmons que l'ONU a un rôle essentiel à jouer en Afghanistan, et nous continuerons d'appuyer ce rôle.

L'année dernière, la Nouvelle-Zélande a fait le bilan de sa participation en Afghanistan et a confirmé de nouveau son attachement à l'équipe de reconstruction de province qui mène les activités de reconstruction dans la province de Bamyân depuis 2003. Nous avons également redéployé nos forces spéciales en Afghanistan pendant la période que le Président Obama a identifiée comme étant essentielle pour vaincre les insurgés. La Nouvelle-Zélande se félicite de la déclaration faite le 1^{er} décembre par le Président Obama, notamment parce qu'elle met l'accent sur une voie cohérente et crédible pour aller de l'avant en Afghanistan. Nous nous félicitons tout particulièrement de l'attention portée à une augmentation des capacités militaires à court terme dans le but de renforcer la stabilité et la sécurité et les capacités de l'armée nationale afghane et de la Police nationale afghane pour qu'elles soient en mesure d'assumer la responsabilité principale de la sécurité.

Conscients de l'appel lancé dans le rapport du Secrétaire général pour « changer la mentalité de la communauté internationale aussi bien que celle du

Gouvernement afghan » (*S/2009/674, par. 50*), nous partageons également le sentiment d'urgence exprimé par le Président Obama pour ce qui est du transfert de la responsabilité en matière de sécurité aux forces locales et de la réorientation des efforts internationaux pour qu'ils soient avant tout consacrés au renforcement des capacités civiles qui permettront de mettre l'Afghanistan sur la voie d'un développement pacifique. En l'absence de tels engagements, on ne saurait concrètement aller de l'avant.

Pour sa part, la Nouvelle-Zélande intensifie ses activités de renforcement des capacités de la Police nationale afghane à Bamyân, préparant ainsi le transfert de la responsabilité des équipes de reconstruction de province aux civils et augmentant son budget consacré à l'aide publique au développement afin d'étayer ces changements. Nous allons ouvrir une ambassade et nommer un ambassadeur à Kaboul afin de coordonner nos efforts avec ceux de nos partenaires, surtout avec les Afghans eux-mêmes, de sorte que, lorsque les contingents internationaux se retireront, ils quitteront un pays capable d'assurer sa propre sécurité et de gérer une assistance humanitaire plus conséquente que des nations telles que la nôtre se sont déclarées disposées à fournir.

Tout cela représente un engagement important pour un petit pays avec des ressources limitées, militaires et autres. Il s'agit d'un engagement pris vis-à-vis du peuple afghan pour une bonne raison, mais il s'agit également d'un engagement pris dans l'attente que le Président Karzaï et son nouveau gouvernement – lorsqu'il pourra enfin être formé – fassent un réel effort.

Rien ne saurait dissimuler le défi auquel ils sont confrontés. Bien que nous nous félicitions de la tenue des élections, les doutes soulevés quant à la validité des résultats et l'absence de progrès en matière de renforcement des institutions, ainsi que les préoccupations quant à la profondeur de l'attachement du Gouvernement aux mesures de lutte contre la corruption ont mis à rude épreuve les capacités des pays contributeurs de maintenir ou d'augmenter leurs contributions. Nous encourageons vivement le Président Karzaï à faire face rapidement aux problèmes tenaces de sécurité, gouvernance, corruption, droits de l'homme, justice et stupéfiants que connaît l'Afghanistan – qui ont tous été identifiés dans le rapport dont nous sommes saisis.

Il est impératif que le Gouvernement puisse améliorer sensiblement la vie quotidienne des Afghans. Pour ce faire, la communauté internationale l'appuiera, mais ceux dont les troupes sont exposées au danger dans l'intérêt de l'Afghanistan et de son peuple méritent que des progrès plus importants soient réalisés dans la lutte contre la corruption et en matière de gouvernance.

Tout en appuyant fermement les efforts visant à bâtir un nouvel Afghanistan pacifique, nous attendons de l'Administration Karzaï qu'elle s'acquitte des engagements qu'elle a pris vis-à-vis de la communauté internationale. Nous nous félicitons donc du rôle de chef de file joué par la Grande-Bretagne afin de coordonner l'appui international en organisant une conférence dans le courant du mois. Nous y participerons au niveau ministériel et espérons que nous serons bientôt en mesure de nous réunir en Afghanistan même pour discuter de l'avenir du pays. Nous nous félicitons que la deuxième conférence ait lieu à Kaboul.

Comme cela est souligné dans le rapport du Secrétaire général, il faut de toute urgence améliorer la gouvernance et faire en sorte que les Afghans soient de plus en plus convaincus que l'Administration travaille dans leur intérêt, surtout à l'élimination de la corruption. L'ampleur de la corruption, présentée dans le rapport, requiert à l'évidence que l'Administration s'y attaque sous toutes formes et à tous les niveaux. Pour tous ceux qui abusent du système, il ne doit pas y avoir de sanctuaire, de refuge ou d'impunité.

Nous voulons que l'Afghanistan, son peuple et son administration réussissent dans leurs entreprises. Nous leur souhaitons plein succès, et nous sommes déterminés à les appuyer. Nous savons qu'ils auront besoin de temps et d'une marge de manœuvre pour reconstruire leur pays, et la contribution que nous leur apportons vise à les y aider. Le peuple, qui a démontré qu'il appuyait la démocratie lors des récentes élections, parfois à ses risques et périls, a de ce fait le droit d'être gouverné avec une plus grande honnêteté et une meilleure gouvernance. Mais les soldats et les civils qui risquent leur vie en travaillant en Afghanistan pour l'ONU, pour la société civile et pour les équipes de reconstruction de province – pour aider l'Afghanistan et son peuple – ont également le droit de voir des progrès plus tangibles dans la lutte contre la corruption et dans le domaine de la gouvernance. Le Gouvernement et le peuple afghans devront décider par eux-mêmes de la meilleure façon de réaliser cet

objectif, mais ce qui compte, à notre avis, c'est y parvenir.

Le Président (*parle en chinois*) : Je donne la parole au représentant de l'Australie.

M. Windsor (Australie) (*parle en anglais*) : Au nom de l'Australie, je tiens à féliciter la Chine d'avoir assumé la présidence du Conseil pour ce mois. Je tiens également à féliciter la Bosnie-Herzégovine, le Brésil, le Gabon, le Liban et le Nigéria qui entament leur mandat primordial de membres élus de cet important organe.

Comme le Secrétaire général l'a indiqué, et comme l'Australie en convient totalement, nous sommes actuellement à la croisée des chemins en Afghanistan. Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est de cohésion dans l'action, d'attention plus soutenue aux priorités essentielles et d'un changement d'état d'esprit au sein de la communauté internationale et du Gouvernement afghan. Cet impératif est de plus en plus reconnu aussi bien en Afghanistan qu'au niveau international. Il se traduit, bien évidemment, dans l'engagement renouvelé en faveur d'une stratégie efficace énoncé par le Président des États-Unis, M. Obama, et par la Force d'assistance internationale à la sécurité (FIAS) en fin d'année dernière, ainsi que dans le travail qu'accomplissent en commun la communauté internationale et le Gouvernement afghan pour redéfinir leur partenariat de manière à mieux répondre aux besoins urgents du peuple afghan.

Les conditions demeurent incontestablement difficiles et dangereuses sur le plan de la sécurité en Afghanistan. La violence risque de s'accroître encore au cours de l'année à mesure qu'augmente la pression sur les insurgés du fait des opérations menées par les forces afghanes et par la FIAS. Les dernières attaques perpétrées, telles celles de Khost et de Kandahar – aux victimes desquelles nous présentons nos condoléances – sont un rappel du coût humain attaché à nos nécessaires efforts pour instaurer la sécurité et la stabilité.

L'Australie a renforcé sa contribution à la tâche fondamentale que représente le renforcement des capacités afghanes en matière de sécurité en tant qu'axe crucial des efforts visant à empêcher les terroristes de trouver asile en Afghanistan. Nous sommes résolus à poursuivre la formation de l'armée nationale afghane jusqu'à ce qu'elle puisse assurer elle-même la sécurité dans la province d'Uruzgan, où nos troupes sont déployées aux côtés des Néerlandais,

lesquels ont assuré le commandement avec compétence dans cette province au cours des quatre dernières années. La police australienne a également étendu son action de formation et de conseil à l'attention de la police afghane, notamment dans la province d'Uruzgan. Nous continuerons d'étendre notre contribution dans le domaine civil, en mettant particulièrement l'accent sur le renforcement des capacités des autorités afghanes pour leur permettre de renforcer l'efficacité de leur gouvernance et d'assurer les services publics de base.

Nous remercions le Secrétaire général de son rapport (S/2009/674) et de son intervention ici aujourd'hui, et le Représentant spécial, M. Kai Eide, de son exposé. Je m'associe à ceux qui ont salué son dynamisme et le travail qu'il a accompli avec son équipe dans des conditions incroyablement difficiles, comme nous le savons tous. Nous nous félicitons comme d'autres de la volonté d'agir affirmée par le Président Karzaï dans son discours d'investiture. La formation rapide d'un nouveau Cabinet crédible et compétent sera un premier pas important traduisant la volonté du nouveau Gouvernement afghan de progresser sans tarder et de manière tangible dans ses domaines prioritaires : l'amélioration de la gouvernance, notamment au niveau local, la lutte contre la corruption, la fourniture des services publics de base, l'avancement des efforts de réintégration et de réconciliation et le renforcement de l'Armée et de la Police nationales afghanes.

Nous sommes d'accord avec le Secrétaire général lorsqu'il indique dans son rapport que les problèmes associés à l'élection présidentielle de 2009 démontrent nettement la nécessité de réformer certains aspects fondamentaux du système électoral. Il s'agit de tirer des enseignements et de rectifier les lacunes actuelles, surtout avant les prochaines élections parlementaires, afin de garantir l'appui de la population afghane et de la communauté internationale au processus démocratique en Afghanistan.

Nous devons tous affiner notre jeu. Les efforts accrus dans le domaine civil doivent également être bien ciblés et mieux coordonnés. L'Organisation des Nations Unies a un rôle indispensable à jouer, un rôle qui peut être encore renforcé, mais d'autres acteurs essentiels, comme la FIAS, ont également un rôle important à tenir dans l'amélioration de la coordination de l'effort civil. Ces mécanismes de coordination internationale doivent veiller à ce que la coordination nécessaire s'effectue dans les faits de manière

régulière, efficace et efficiente et à tous les niveaux nécessaires de façon à déboucher sur des résultats concrets.

La question des effectifs de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) reste une source de préoccupation. Nous avons eu été heureux nous aussi d'appuyer le renforcement du dispositif de la MANUA à la fin de l'année. Mais si cela peut aider la Mission, nous devrions envisager des dispositions plus souples, telles que le détachement de cadres ou d'officiers de liaison pour veiller à ce que le travail nécessaire soit réellement fait. Il faut également garder clairement à l'esprit les besoins de la MANUA en matière de sécurité si l'on veut qu'elle continue à jouer le rôle indispensable qui est le sien dans tout le pays.

L'Australie est prête à collaborer avec le nouveau Gouvernement afghan et avec la communauté internationale. Nous attendons beaucoup de la tenue de la conférence de Londres et de celle prévue ultérieurement à Kaboul au printemps pour le renouvellement du partenariat entre le Gouvernement afghan et la communauté internationale, et de l'engagement scellé entre le Gouvernement afghan et la population afghane. Nous devons tous demeurer engagé dans cette action d'importance cruciale qui consiste à sauver l'Afghanistan de la violence et de l'extrémisme. L'Afghanistan a trop enduré, trop longtemps. L'année dernière a été difficile pour tous, et une autre année tout aussi difficile nous attend. Si nous faisons preuve d'engagement et de cohésion, nous pourrions alors ménager au pays un meilleur avenir pour les prochaines années.

Le Président (*parle en chinois*) : Je donne la parole au représentant du Pakistan.

M. Haroon (Pakistan) (*parle en anglais*) : Permettez-moi de vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence pour ce mois, représentant comme vous le faites une puissance de premier plan dans la région.

Je tiens à remercier le Secrétaire général et M. Kai Eide des exposés qu'ils ont présentés ce matin devant le Conseil. Ma délégation souhaiterait particulièrement vous remercier d'avoir convoqué cette importante séance sur la situation en Afghanistan. La séance d'aujourd'hui représente une occasion opportune d'examiner globalement la situation en Afghanistan, pays où le sang a beaucoup coulé et où la géographie en découle avec l'ethnologie, et la stratégie

avec l'histoire, et ce tout particulièrement dans le contexte de la récente élection remportée par le Président Karzaï, et de l'examen prévu au sein du Conseil de sécurité du mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), qui expire en mars 2010.

Le Pakistan, comme chacun peut aisément l'imaginer, a tout particulièrement intérêt à voir s'instaurer la paix et la stabilité en Afghanistan et se développer son économie. S'agissant des conflits, aucun voisin, aucun autre pays n'a plus souffert que le Pakistan des conséquences du conflit et du drame humain qui se déroulent en Afghanistan. Pourtant, le peuple pakistanais partage la douleur de ses frères afghans. Leur prospérité est la nôtre, notre progrès est lié au leur, et dans leurs malheurs nous voyons les nôtres.

Nous apprécions le dernier rapport du Secrétaire général sur l'Afghanistan (S/2009/674), qui fournit des informations utiles sur le processus électoral afghan et les difficultés rencontrées en la matière, et qui renseigne sur la nature et la complexité de la situation en Afghanistan sur le plan de la sécurité ainsi que sur l'efficacité de l'aide, la coordination des donateurs et le développement.

L'insécurité causée par l'insurrection politico-économique et son exploitation par des criminels et des trafiquants de drogue sont les principaux facteurs entravant le progrès en Afghanistan. La priorité est d'éliminer cette insurrection sans externaliser le problème. En externalisant le problème, comme le disait ironiquement Sir Henry Durand il y a plus d'un siècle, ces instructions venues de loin sont le fantasme d'un danger éloigné qui tend à déformer le jugement. Il s'agit là d'un problème lié à l'insuffisance des capacités de maintien de l'ordre dans les traités reliefs d'Afghanistan.

Nous convenons avec le Secrétaire général que nous devons faire preuve de détermination en mettant en œuvre

« une réforme politique qui s'attaque aux causes profondes de l'insurrection, notamment en s'employant à améliorer la gouvernance et en mettant en place un processus politique sous la direction des Afghans aux fins de rétablir la paix » (S/2009/674, par. 25).

Les étrangers, comme l'ancien Premier Ministre britannique Benjamin Disraeli l'avait prédit à la

Chambre des Lords, ne peuvent que s'empêtrer dans des convulsions financières, tandis que la guerre en Afghanistan épuiserait les ressources de tout pays. Et j'estime que nous gagnerions à nous souvenir de cet enseignement.

Nous avons toujours pensé que la paix et le développement économique en Afghanistan ne pouvaient être instaurés que par un gouvernement stable à Kaboul jouissant du soutien de la majorité du peuple afghan. Les élections du Président et des membres des conseils de province de l'année dernière ont montré que le peuple afghan était attaché à la démocratie et à l'état de droit. Le Gouvernement pakistanais appuie pleinement le programme et la feuille de route du Président Karzaï, tels qu'énoncés dans son discours d'investiture.

Le Pakistan salue le rôle de l'ONU en Afghanistan, notamment celui de la MANUA, habilement dirigé par le Représentant spécial du Secrétaire général. Les résolutions 1806 (2008) et 1868 (2009) du Conseil de sécurité énoncent clairement une présence renforcée et élargie de la MANUA à travers tout le pays et soulignent son rôle central en matière de coordination de l'aide, de sensibilisation politique et de promotion de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan. La résolution 1868 (2009) décrit dans le détail l'élargissement des activités et programmes de la MANUA à l'échelon provincial.

En conséquence, la MANUA envisage d'ouvrir de nouveaux bureaux provinciaux en 2010. Nous avons appuyé les propositions budgétaires concernant cet élargissement, notamment la demande du Secrétaire général de consacrer immédiatement 7,9 millions de dollars à des exigences sécuritaires. L'ONU a une responsabilité importante en matière de coordination de l'effort international global en Afghanistan.

Le Pakistan est en outre déterminé à renforcer ses relations amicales bilatérales avec l'Afghanistan, dans l'esprit de la déclaration conjointe sur les orientations de la coopération bilatérale, signée en 2009 par nos deux présidents. Les mesures d'assistance à l'Afghanistan que nous avons élaborées constituent le plus grand programme de coopération que le Pakistan ait jamais eu avec un pays. Nous avons élaboré des programmes de développement des ressources humaines dans divers domaines pour nos amis afghans. L'Afghanistan est également notre troisième partenaire commercial et il est en passe de devenir le deuxième.

Nous sommes également attachés à une coopération avec l'Afghanistan en matière de sécurité et de partage des renseignements, notamment par le biais de la Commission tripartite, qui comprend également les États-Unis et la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). La dernière réunion de haut niveau de la Commission, tenue le 29 décembre, a examiné la question de la coordination générale dans le domaine de la sécurité en particulier. Nous sommes également impatients de participer constructivement aux réunions organisées par le Gouvernement turc à Istanbul la dernière semaine de ce mois et à la Conférence de Londres sur l'Afghanistan, qui se tiendra le 28 janvier 2010.

Mais je voudrais lancer une mise en garde. Comme l'a dit Lord Curzon, Vice-roi des Indes, quiconque a lu l'histoire de cette région se gardera de toute prophétie sur l'avenir. Le statu quo peut changer soudainement. Que cela se soit produit il y a 100 ans ou qu'il s'agisse du Mollah fou de la vallée de Swat ou du Mollah de Pawinda – également récemment imités – on les voit tout d'un coup mener des milliers de lashkars du haut de la montagne. Avant la première guerre afghane, McNaughton a dit au Gouverneur à Calcutta « Tout va bien », mais il a été assassiné le lendemain. Pendant la deuxième guerre afghane, Cavagnari a envoyé un câble disant la même chose à Delhi; il a également été assassiné le lendemain. Et c'est au moment où le commissaire Undy a mentionné le calme qui régnait que les lashkars afridi ont surgi on ne sait d'où pour attaquer Peshawar. C'est cela l'Afghanistan.

Nous sommes déterminés à assurer le retour volontaire, graduel, sûr et dans la dignité des quelque 3 millions de réfugiés qui vivent encore avec nous au Pakistan, mais il faut déployer des efforts plus diligents et plus soutenus pour créer les facteurs d'attraction nécessaires en Afghanistan. Nous voudrions insister sur la nécessité de renforcer les programmes de réinsertion à l'intention de ces réfugiés dans le cadre de la stratégie de développement de l'Afghanistan. Nous espérons que l'ONU et la communauté internationale seront plus enclins à nous fournir les ressources nécessaires pour mener à bien cet effort.

La communauté internationale est sur le point de clore une décennie d'engagement avec l'Afghanistan. Cela invite à l'introspection et à une réévaluation authentique des accomplissements et des échecs. Il ne fait aucun doute que l'Afghanistan a toujours besoin d'une assistance internationale qui se traduise par un engagement plus soutenu, plus pragmatique et plus

prudent. La non-intervention et la non-ingérence dans les affaires intérieures de l'Afghanistan doivent toutefois être des éléments essentiels de cet engagement. Aucun État régional ou extrarégional ne doit être autorisé à manipuler la situation. Les objectifs à long terme de la paix, de la stabilité et du développement de l'Afghanistan ne pourront être atteints qu'en respectant sa souveraineté, son indépendance, son unité et son intégrité territoriale.

En 1907, deux empires se sont rencontrés et ont signé la Convention de Saint-Pétersbourg. Tous deux siègent désormais au Conseil de sécurité. La Russie a accepté de subordonner sa politique étrangère en Afghanistan à Whitehall et les Britanniques ont accepté de ne pas envahir, annexer ou occuper une partie quelconque de l'Afghanistan, ayant juste cédé les territoires de Kandahar et d'Herat à Amir Abdur Rahman Khan. Cette paix nous donne une leçon d'histoire. Espérons que ce Conseil en tiendra compte.

Le Président (*parle en chinois*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Norvège.

M^{me} Juul (Norvège) (*parle en anglais*) : Permettez-moi de souligner d'abord que la communauté internationale partage le même désir d'améliorer la sécurité, d'assurer la stabilité politique et le développement pour le peuple afghan. Nous aspirons tous à cet objectif, et nous reconnaissons également qu'une stratégie politique conjointe est la seule manière d'instaurer une paix durable en Afghanistan.

Malheureusement, pendant les années qui ont suivi l'Accord de Bonn, nous avons vu que les efforts déployés par la communauté internationale pour parvenir à une solution politique durable en Afghanistan se caractérisaient par un manque d'unité. Cette situation précaire ne saurait perdurer. Il est donc urgent de mener une action concertée afin de se concentrer sur les priorités conjointes sous la direction afghane et de coordonner nos actions de manière à autonomiser les institutions afghanes. Le transfert d'autorité au Gouvernement afghan doit se faire de manière progressive et responsable.

Nos efforts conjoints doivent viser à permettre aux Afghans de s'acquitter de leur responsabilité de gérer les institutions et les programmes nationaux afghans de manière transparente et compétente. Une coordination internationale renforcée devrait permettre de cibler les priorités, de mieux répondre aux priorités afghanes et de mieux rendre compte de nos actes tant à

la communauté internationale qu'aux autorités afghanes.

Il convient de s'interroger sur la manière dont nous devrions établir nos priorités avec le Gouvernement afghan et sur quels points nous pouvons améliorer nos résultats. Le succès en Afghanistan dépendra de notre capacité d'améliorer et de renforcer les moyens dont nous disposons pour coordonner les efforts civils et politiques internationaux. La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) joue un rôle clef s'agissant de trouver des réponses constructives à ces questions. Pour préserver sa légitimité et un vaste appui international, il est vital que l'ONU joue un rôle de chef de file dans la coordination de l'appui politique et international civil à l'Afghanistan. Tous les principaux donateurs devraient également renforcer la coordination internationale et accepter d'être coordonnés par l'ONU afin d'éviter les doubles emplois ou la fragmentation et de renforcer les capacités afghanes.

Dans le même temps, nous devons reconnaître que le mandat politique de l'ONU doit être mieux adapté à son rôle en matière de coordination de l'aide au développement international. Le mandat de la MANUA, qui sera renouvelé en mars, doit tenir compte de la relation entre la MANUA et la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et de leurs fonctions de coordination. La FIAS doit renforcer ses capacités et ses compétences en matière d'assistance civile pour garantir qu'une fourniture plus efficace de l'aide apportée par les équipes de reconstruction provinciales s'aligne bien sur les priorités afghanes. Toutefois, c'est à la MANUA d'assurer la coordination civile dans son ensemble. La MANUA doit également avoir plus d'indépendance dans l'élaboration d'une stratégie politique. Cette stratégie est cruciale s'agissant de fournir une orientation aux activités militaires. La MANUA doit également axer davantage ses activités sur la primauté du droit, les droits de l'homme et la justice transitionnelle.

Pour pouvoir répondre au mieux aux besoins, la MANUA a besoin de ressources, de personnel qualifié et d'un environnement sécuritaire plus favorable. Nous sommes très heureux de constater que le rôle clef joué par la MANUA en Afghanistan se traduit par une augmentation considérable du budget de la Mission en 2010. Seul un niveau suffisant de financement prévisible permettra à la MANUA de s'acquitter efficacement de son mandat. Nous nous félicitons donc

de l'approbation du budget de la MANUA à la Cinquième Commission, mais demandons au Secrétariat de l'ONU et à la MANUA de prévoir des mesures concrètes qui pourront être mises en œuvre afin d'accélérer le recrutement et le déploiement de personnel en Afghanistan. Il est on ne peut plus important que les effectifs de la MANUA soient au complet le plus rapidement possible. Il faut également que les bureaux extérieurs renforcés de la MANUA se voient confier un mandat plus clair fondé sur les pratiques optimales et les enseignements tirés. La Mission devrait également être présente là où elle peut être le plus utile. La Norvège se félicite également du crédit budgétaire additionnel qui a été alloué en vue d'assurer la sécurité du personnel de l'ONU.

Ces derniers mois ont été difficiles pour tous les acteurs présents en Afghanistan, mais ils l'ont été tout particulièrement pour l'ONU. La MANUA et son personnel sont confrontés à des situations difficiles et souvent dangereuses. Nous saluons le courage et le dévouement avec lesquels ils risquent leur vie pour mettre en place un Afghanistan plus sûr et plus pacifique.

Comme c'est le dernier exposé du Représentant spécial du Secrétaire général, M. Kai Eide, au Conseil, nous voudrions également lui exprimer toute notre reconnaissance pour le zèle et le dévouement dont il a fait montre au cours des deux dernières années et pour son engagement de principe pendant une période difficile.

L'élection présidentielle afghane et ses suites l'année dernière ont clairement montré comme il pouvait être difficile de tenir des élections dans des zones en proie à des conflits. La controverse provoquée par les élections de 2009 a sapé la confiance dans les dirigeants afghans et a nui à la présence internationale en Afghanistan, bien que le résultat ait été acceptable pour les Afghans et conforme aux lois et institutions du pays.

Le résultat des élections l'année dernière a confirmé que les institutions afghanes sont faibles et fragiles. Il faut remédier aux imperfections et faiblesses graves des institutions électorales afghanes avant de nous engager à appuyer de la même manière les élections législatives prévues pour cette année. Nous devons constater des progrès et des réformes susceptibles de prévenir les fraudes.

Ce n'est pas seulement le peuple afghan qui a des attentes et des exigences; la communauté internationale

aussi. Comme l'a dit le Président Karzaï dans son discours d'investiture, le nouveau Gouvernement afghan devra prendre des engagements à plus grande échelle et prendre toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la corruption et la culture d'impunité, améliorer la gouvernance – en particulier au niveau local et y compris l'état de droit – protéger les droits humains et les droits de la femme, et améliorer la sécurité, ainsi que sa capacité d'assurer des services de base au peuple afghan.

En tant que membres de la communauté internationale, nous devons être prêts à aider le prochain Gouvernement afghan à honorer ses engagements contraignants qu'il a pris vis-à-vis de sa population. La Norvège attend avec intérêt la Conférence de Londres, où le partenariat entre le Gouvernement afghan et la communauté internationale sera renouvelé et les mesures principales du nouveau Gouvernement afghan seront approuvées. Ce sera une feuille de route importante pour la prochaine conférence qui doit se tenir à Kaboul dans le courant de l'année sous la conduite de l'Afghanistan. La Norvège se félicite de l'accent mis sur la transition au sein des secteurs militaire et civil afin que le peuple afghan puisse assumer plus de responsabilités dans son propre pays.

Le Président (*parle en chinois*): Je donne maintenant la parole à M. Hans-Peter Schwaiger, chef par intérim de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

M. Schwaiger (*parle en anglais*): Nous vous félicitons, Monsieur le Président, pour votre accession à la présidence du Conseil de sécurité en ce début de l'année 2010. Nous félicitons également les cinq membres du Conseil de sécurité nouvellement élus.

J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne conformément aux nouveaux arrangements relatifs à la représentation extérieure de l'Union en vertu du Traité de Lisbonne. À cet égard, c'est un moment très spécial et, comme l'a dit le représentant de la France, un moment très émouvant pour l'Union européenne.

La Croatie, pays candidat, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et la Serbie, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels, et la République de Moldova et la Géorgie s'associent à cette déclaration.

Je voudrais tout d'abord me féliciter de l'occasion qui m'est donnée de participer au présent débat. Comme d'autres orateurs qui m'ont précédé, je tiens tout spécialement à remercier M. Kai Eide, Représentant spécial du Secrétaire général, pour son exposé exhaustif, pour l'excellent travail qu'il a accompli par le passé et pour la tâche dont il continue de s'acquitter à la tête de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Nous tenons également à lui souhaiter plein succès dans ses activités futures.

L'Union européenne se réjouit que le processus électoral présidentiel ait été mené à terme et félicite le Président Hâmid Karzaï, qui entame un second mandat consécutif. L'Union européenne tient à rappeler qu'elle est prête à aider le Président Karzaï – et le futur Gouvernement afghan – à honorer les engagements pris envers le peuple afghan dans son discours d'investiture dans cinq domaines clefs, à savoir la paix et la réconciliation, la sécurité, la bonne gouvernance, le développement économique et la coopération régionale. Cela exigera une coordination étroite et stratégique des efforts internationaux sous la direction de la MANUA.

L'Union européenne prend acte de l'annonce faite par la Commission électorale indépendante indiquant que les élections législatives auront lieu en mai 2010. Elle souligne également qu'il est nécessaire d'entreprendre d'urgence la réforme du système électoral, notamment la révision du mécanisme de nomination des membres de la Commission électorale indépendante aux fins de garantir son impartialité, comme le recommandent, dans leurs derniers rapports et conclusions, la Mission d'observation électorale de l'Union européenne et d'autres groupes d'observation des élections présidentielles et des élections de conseils de province.

Les conditions de sécurité en Afghanistan restent extrêmement difficiles. Comme le Secrétaire général l'a souligné dans son rapport (S/2009/674), les conditions de sécurité en Afghanistan se sont détériorées durant la période à l'examen, le nombre d'incidents ayant augmenté de 65 % par rapport à 2008, y compris l'attaque tragique du 28 octobre 2009, qui a mis en lumière le niveau accru des risques auxquels est exposé le personnel de l'ONU. À cet égard, l'Union européenne tient à exprimer de nouveau ses condoléances aux familles des victimes.

L'Union européenne convient avec le Secrétaire général que, pour inverser la tendance actuelle, le nouveau Gouvernement devra faire preuve de détermination en mettant en œuvre une réforme politique qui s'attaque aux causes profondes de l'insurrection, notamment en s'employant à améliorer la gouvernance et en mettant en place un processus politique sous la direction des Afghans aux fins de rétablir la paix. Et tout doit être fait également pour éviter des victimes civiles.

L'Union européenne appuie activement l'amélioration de la gouvernance et de l'état de droit, la lutte contre la corruption et l'impunité, et le respect des droits de l'homme en Afghanistan. Le renforcement des capacités et du contrôle de l'Afghanistan dans le secteur de la police et dans le secteur civil reste le fondement de l'engagement de l'Union européenne dans ce pays, comme cela a été réaffirmé récemment dans notre plan d'action. La Mission de police de l'Union européenne en Afghanistan est une preuve manifeste de cet engagement actif et continu. L'Union européenne exhorte également le nouveau Gouvernement afghan à accorder la plus haute priorité à la réalisation de progrès notables dans ces domaines, en particulier au niveau sous-national.

La stabilité, la sécurité et le développement en Afghanistan sont étroitement liés à la situation d'ensemble de la région. L'Union européenne est très favorable à l'élaboration d'une approche intégrée à l'échelon régional et à une coopération renforcée entre l'Afghanistan et ses voisins, notamment le Pakistan. L'Union européenne a pris des mesures énergiques pour renforcer et mettre en œuvre une approche plus cohérente et plus concertée pour ce qui est de l'action qu'elle mène en Afghanistan et au Pakistan dans le cadre de son plan d'action pour la région.

L'Union européenne appuie fermement le rôle important de coordination des efforts internationaux joué par la MANUA, tout en reconnaissant qu'il incombe aux États Membres de fournir à la Mission les ressources nécessaires à l'accomplissement de cette tâche. De même que le Secrétaire général, l'Union européenne estime qu'il est urgent de déployer, sous l'égide de l'ONU et dans le cadre de la stratégie de transition, des efforts civils internationaux plus focalisés et mieux coordonnés.

À cet égard, l'Union européenne est prête à examiner de plus près de nouvelles initiatives comme

la mise en place d'une structure de coordination civile dûment renforcée et spécialisée qui garantirait une meilleure prise en charge par les Afghans et la participation de toutes les principales parties prenantes, ainsi que la nomination d'un responsable civil de haut niveau au sein de la Force internationale d'assistance à la sécurité. Ces initiatives et d'autres, y compris l'amélioration des dispositifs de coordination en place, méritent une analyse approfondie.

Par ailleurs, l'Union européenne se réjouit à la perspective de la Conférence de Londres, qui se tiendra le 28 janvier, et de la Conférence de Kaboul, qui se tiendra ultérieurement. Ces conférences fourniront au nouveau Gouvernement afghan une occasion de présenter ses priorités, ses plans et ses engagements. L'Organisation des Nations Unies jouera un rôle de premier plan dans ces deux conférences, qui permettront aussi à la communauté internationale de réévaluer et de réaffirmer son engagement en Afghanistan. Nous devrions convenir de nouveaux objectifs, de nouveaux points de repère et d'un nouveau calendrier afin de définir un nouveau cadre commun pour notre action en vue de l'objectif commun

d'instaurer la paix et la sécurité en Afghanistan. En outre, ces conférences représentent un pas important pour l'élaboration et la mise en œuvre ultérieure d'une stratégie de transition, qui devra mettre l'accent sur le renforcement des Forces nationales de sécurité afghanes et sur un transfert progressif aux autorités afghanes des responsabilités en matière de sécurité.

L'Union européenne réaffirme qu'elle reconnaît entièrement que la responsabilité de développer le pays revient en premier lieu au Gouvernement et au peuple afghans. Cependant, je tiens à assurer le Conseil que l'Union européenne continuera de jouer un rôle actif pour aider l'Afghanistan dans sa quête de la sécurité, de la stabilité et de la prospérité, en étroite coopération et coordination avec la MANUA et les autres acteurs internationaux.

Le Président (*parle en chinois*) : Il n'y a plus d'orateurs inscrits sur ma liste. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La séance est levée à 13 h 35.